



culture 21

Agenda 21 for culture
Agenda 21 de la culture
Agenda 21 de la cultura

2

Culture, gouvernements locaux et objectifs du millénaire pour le développement



Ajuntament de Barcelona
Institut de Cultura



United Cities and Local Governments
Cités et Gouvernements Locaux Unis
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos

Culture, gouvernements locaux et objectifs du millénaire pour le développement

Un rapport commandé par la Commission de culture
de Cités et Gouvernements Locaux Unis – CGLU,
avec le soutien de l'Agence Espagnole
de Coopération Internationale pour le Développement - AECID

15 Juin 2009

- Le rapport est publié dans les sites web suivants : <http://www.cities-localgovernments.org> et <http://www.agenda21culture.net>.
- Le rapport peut être reproduit gratuitement, à la condition expresse de citer comme source CGLU et la Ville de Barcelone.
- Les auteurs sont les responsables du choix et de la présentation des faits exposés dans ce texte ainsi que des opinions qui y sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles de CGLU et n'entraînent aucun engagement de sa part
- L'édition de ce document a été faite par Jordi Pascual (agenda21cultura@bcn.cat)
- Les droits d'auteur de ce rapport sont la propriété de Cités et Gouvernements Locaux Unis – CGLU.
- ISBN: 978-84-692-5704-3

Index

Présentation par Jordi Martí, Adjoint à la culture – Ville de Barcelone et Président de la Commission de culture de Cités et Gouvernements Locaux Unis – CGLU

Articles

- Les dimensions absentes aux objectifs du millénaire pour le développement : la culture et les gouvernements locaux, rapport de synthèse par Inge Ruigrok
- Comment localiser la culture dans le développement durable, par Amareswar Galla
- Développement, culture et le Fonds pour la réussite des objectifs du millénaire, par José Antonio González Mancebo
- Atteindre les objectifs du millénaire pour le développement à travers la créativité au niveau local, par Nil Sismanyazici-Navaie avec la participation de Pelin Yenigun-Dilek and Elif Ertem

Notes biographiques

Présentation

Les objectifs du millénaire pour le développement, approuvés en 2000, constituent le cadre le plus ambitieux que l'humanité ait mis en place pour améliorer la qualité de vie et soutenir le développement. Malheureusement, deux dimensions très importantes sont pratiquement inexistantes : la culture et les gouvernements locaux. Au début de cette décennie, les programmes internationaux et les politiques nationales n'avaient pas encore reconnu la culture comme étant un élément essentiel du développement et ne considéraient pas non plus les pouvoirs publics locaux comme étant des institutions clés pour le changement, le progrès et le développement.

Nous espérons que ces deux lacunes seront bientôt comblées. La bibliographie spécialisée est de plus en plus importante et le nombre des acteurs qui s'engagent dans le domaine de la culture et le développement augmente davantage chaque année. Les villes et les gouvernements locaux, grâce à l'immense tâche accomplie par CGLU, servent de plus en plus de référence et leurs arguments tombent sous le sens : sans une implication directe de la citoyenneté et des gouvernements locaux, comment une stratégie de développement peut-elle être un succès ? Les nouvelles approches au développement tentent de comprendre au mieux les dynamiques culturelles locales et reconnaissent le besoin de protéger et promouvoir la diversité culturelle dans un monde qui se globalise.

Le présent rapport souligne la manière dont la culture fait partie des stratégies de développement local ayant pour but les échéances des objectifs et des cibles du millénaire. La créativité, la diversité ou le patrimoine sont valeurs intrinsèques de la culture qui deviennent à présent des éléments de base de toute stratégie de développement. Je vous recommande vivement de lire les articles d'Amareswar Galla, de José Antonio Gonzalez Mancebo et de Nil Sismanyazici-Navaie ainsi que le rapport de synthèse rédigé par Inge Ruigrok. Vous y découvrirez une multitude d'explications concernant le rapport entre la culture, les gouvernements locaux et les objectifs du millénaire pour le développement, ainsi que des indications pour entreprendre des actions de sensibilisation et de lobbying afin d'élargir le nombre des institutions engagées dans ce domaine.

Je souhaite enfin remercier l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) qui nous a apporté un soutien constant lors de la rédaction du présent rapport. L'AECID se consacre à la lutte contre la pauvreté à travers sa stratégie de Culture et développement, à travers le Fonds pour la réussite des objectifs du avec le PNUD et à travers d'autres mécanismes, en collaboration étroite avec les gouvernements locaux, y compris notre Commission de la culture de CGLU.

Jordi Martí

Adjoint à la culture de la Ville de Barcelone

Président de la Commission de la culture de Cités et Gouvernements Locaux Unis

Les dimensions absentes aux objectifs du millénaire pour le développement : la culture et les gouvernements locaux

Inge Ruigrok¹

Experte en gouvernance, et culture et développement.
Travaille actuellement comme consultant indépendant. Elle est experte en politiques de The Power of Culture.

Résumé

Ancrés dans le paradigme du développement humain, les objectifs du millénaire pour le développement fournissent donc un cadre holistique pour l'amélioration de la qualité de vie humaine et pour soutenir le développement. Ils représentent également le cadre le plus prometteur en terme d'action au niveau mondial puisque c'est la première fois qu'un nombre aussi important de leaders mondiaux a signé une déclaration du millénaire ; presque toutes les organisations pour le développement, y compris la Banque mondiale et les Nations unies, incluent également les objectifs du millénaire pour le développement dans leurs plans d'interventions. Cependant, deux aspects déterminants manquent souvent dans les cadres internationaux pour le développement : le potentiel considérable de la culture pour participer à la réussite des Objectifs du millénaire pour le développement et le rôle des autorités locales qui se trouvent dans une position particulièrement favorable pour transformer les objectifs globaux en valeur et en action au niveau local. La Commission de la culture de Cités et Gouvernements Locaux Unis a inclus leur analyse dans son programme 2008-2010, et a décidé de publier le présent rapport, avec des articles spécifiques de Amareswar Galla, José Antonio González Mancebo et Nil Sismanyazici-Navaie, et elle a également chargé Inge Ruigrok de la rédaction de cet article.

Le lien crucial qui existe entre la culture, les stratégies de développement et les gouvernements locaux fait l'objet principal de cet article. En premier lieu, il examine l'élan créé par les objectifs du millénaire pour le développement pour répondre aux questions globales urgentes et fournit une généalogie du développement des politiques internationales dans lesquelles la culture joue un rôle de plus en plus déterminant. Les nouvelles approches pour le développement et les relations internationales confirment l'importance de la diversité culturelle dans la mondialisation mais elles cherchent également à obtenir une meilleure compréhension de la dynamique locale spécifique visant à améliorer l'efficacité de l'aide au développement dans des environnements culturels diversifiés.

¹ L'auteur souhaite remercier Elisenda Belda, Francisco d'Almeida, Kim Dunphy, Nancy Duxbury, Eva Garcia Chueca, Oriol Freixa, Máté Kovacs, Jordi Pascual, Hector Pose et Peter Woods pour leurs observations précieuses et leurs efforts de lecture des versions antérieures de cet article.

L'article explique que, malgré les difficultés à mesurer un concept aussi abstrait que la culture, les objectifs du millénaire pour le développement peuvent être adaptés de manière positive à travers des approches ouvertes. Comme l'ont montré plusieurs exemples dans le monde, la politique culturelle locale est un outil permettant de faire face à l'exclusion. La culture est également une ressource: le patrimoine culturel ajoute valeur aux économies locales à travers le tourisme et les populations acquièrent une certaine fierté pour leur histoire. Les industries culturelles en particulier, s'agissant souvent d'entreprises de taille réduite, ont la capacité de renforcer les économies locales et participent directement à leur vitalité. Le rôle de ces entreprises est tout aussi central pour soutenir la diversité culturelle et pour garantir l'accès à la culture.

Introduction

« Les populations doivent être placées au centre de toutes nos missions » a déclaré le secrétaire général des Nations unies Kofi Annan en avril 2000 lors de la présentation de son plan d'action pour le XXI^e siècle, le rapport ayant déterminé le calendrier des actions du sommet du millénaire des Nations unies. « Aucune cause n'est plus noble, et n'implique une responsabilité supérieure à celle de permettre aux hommes, aux femmes et aux enfants, dans les cités et les villages du monde entier, d'améliorer leurs vies. Ce n'est qu'en observant cette progression que nous saurons que la mondialisation devient effectivement intégrante, permettant à tous de bénéficier des opportunités créées ».

Pour les Nations unies, l'année 2000 a représenté un moment symbolique pour mettre en place un nouvel engagement lié à ses statuts fondateurs et pour créer un nouvel élan politique à la coopération et à la solidarité internationales. En examinant le demi-siècle passé depuis sa fondation et le futur de plus en plus lié aux interconnexions et à la mobilité géographique des produits, des hommes et des capitaux, Kofi Annan affirme que les avantages de ce processus de mondialisation sont toujours réservés à un nombre relativement réduit de pays et sont mal répartis sur leurs territoires. « Il existe toujours des millions de personnes dont les vies ne sont pas libérées de la peur et du besoin, malgré les progrès immenses réalisés au cours de ces cinquante dernières années ».

Ce sont les raisons pour lesquelles l'Assemblée générale des Nations unies a décidé en décembre 1998, à travers les résolutions 53/202, 53/239 et 54/254 d'organiser un sommet de haut niveau à la veille de la première Assemblée générale du nouveau millénaire à son siège de New York. Cette réunion historique, le sommet du millénaire, s'est déroulée du 6 au 8 septembre 2000 et a rassemblé 170 leaders mondiaux lors de réunions plénières et de tours de tables. Des représentants d'organisations intergouvernementales, des parlements et de la société civile ont également participé au sommet, ayant bénéficié du statut d'observateur lors de l'Assemblée générale, telles que la Commission européenne et la Ligue des États arabes.

Le résultat le plus significatif de la conférence était l'adoption de la déclaration du millénaire à travers laquelle les États-membres confirment à nouveau leur engagement pour fournir des solutions multilatérales aux problèmes dans les domaines du développement, de la paix et de la sécurité collective, des droits de l'Homme et de l'État de droit, et pour soutenir les Nations unies.² Ce document contient un long chapitre relatif aux engagements visant à encourager le développement et à éliminer la pauvreté à l'échelle mondiale à partir duquel huit objectifs ont été créés, constituant ce qui représente les problèmes mondiaux de développement les plus urgents. Ces objectifs sont à présent appelés les Objectifs du millénaire pour le développement et sont les cadres de référence internationaux pour la rédaction des politiques de développement.³

Les huit Objectifs du millénaire pour le développement ont été partagés en 16 sections et comprennent plus de 60 indicateurs techniques visant à mesurer la progression,⁴ et ils partagent tous la même date cible de 2015. Le premier (1) objectif vise à diminuer de moitié la pauvreté extrême et la faim ; en second lieu (2), l'éducation primaire universelle des enfants du monde entier, et en troisième lieu (3), il s'agit d'encourager l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Le quatrième (4) objectif vise à réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans et le cinquième (5) concerne l'amélioration de la santé maternelle. Le sixième (6) objectif cherche à inverser la tendance de propagation des épidémies telles que le VIH/SIDA et la malaria, et le septième (7) engage les États-membres à intégrer les principes du développement durable à leur politiques nationales et à renverser la tendance au gaspillage des ressources naturelles. Le développement d'un partenariat global pour le développement, avec des objectifs ciblés en matière d'aide, de commerce, de réduction de la dette et d'accès à l'information, représente le huitième (8) objectif.

La culture de la paix et du dialogue

Ancrés dans le paradigme du développement humain, les objectifs du millénaire pour le développement fournissent donc un cadre holistique pour l'amélioration de la qualité de vie humaine et pour soutenir le développement. Ils représentent également le cadre le plus prometteur en terme d'action au niveau mondial puisque c'est la première fois qu'un nombre aussi important de leaders mondiaux a signé la déclaration du millénaire ; presque toutes les organisations pour le développement, y compris la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les Nations unies, incluent également les Objectifs du millénaire pour le développement dans leurs plans d'interventions.

Ancrés dans le paradigme du développement humain, les objectifs du millénaire pour le développement fournissent donc un cadre holistique pour l'amélioration de la qualité de vie humaine et pour soutenir le développement.

² A/RES/55/2 Résolution adoptée par l'Assemblée générale. New York : Nations unies.

³ A/56/326. Feuille de route vers la mise en application de la déclaration du millénaire des Nations unies, rapport du secrétaire général. New York : Nations unies.

⁴ Cf. le site Internet des Nations unies pour les indicateurs OMD : <http://unstats.un.org/unsd/mdg/Default.aspx>.

Néanmoins, il faut souligner que le cadre convenu à l'échelle internationale couvre largement des domaines conventionnels liés au développement comme la santé, l'éducation et la pauvreté, mais il néglige les problèmes plus « légers » liés au développement et qui sont de plus en plus importants tels que la culture, même en parallèle avec la mission visant à atteindre les objectifs. La culture n'est mentionnée qu'à une seule occasion dans la déclaration du millénaire, document constituant la base des objectifs du millénaire pour le développement. Ici, la culture est liée à la tolérance comme étant l'une des valeurs fondamentales essentielles pour les relations internationales au vingt-et-unième siècle. La déclaration indique que « les êtres humains doivent se respecter entre eux, dans leur diversité de croyances, de culture et de langue. Les différences au sein des sociétés et entre elles ne doivent jamais être craintes ni réprimées mais elles doivent plutôt être appréciées comme étant un bien de valeur de l'humanité. Une culture de la paix et du dialogue entre toutes les civilisations doit être encouragée activement ».⁵

La culture n'est mentionnée qu'à une seule occasion dans la déclaration du millénaire.

Cependant, la mondialisation a mis la culture au premier plan dans le monde entier à un tel point que la culture représente maintenant l'une des « questions les plus urgentes » ayant un impact sur la stabilité internationale et le développement humain au XXI^e siècle.⁶ À la fin des années quatre-vingts, lorsque les luttes idéologiques du monde bipolaire se sont effacées à la fin de la guerre froide, le slogan « le droit aux racines » se fait soudainement entendre à tous les coins de rues du monde. Les joueurs de flûte de pan péruviens dans les centres commerciaux européens, les indiens de l'Amazonie brésilienne qui se joignent au mouvement altermondialiste, les Masaïs qui donnent une nouvelle vie aux danses traditionnelles dans des « villages culturels » pour des touristes occidentaux, les chefs de villages africains qui exigent la reconnaissance constitutionnelle à leurs États, et les sites indigènes sur Internet prouvent tous que la culture est devenue un moyen de revendication de l'authenticité.

La mondialisation a mis la culture au premier plan dans le monde entier à un tel point que la culture représente maintenant l'une des « questions les plus urgentes » ayant un impact sur la stabilité internationale et le développement humain au XXI^e siècle

De plus en plus, célébrer les différences culturelles et défendre les personnes qui résistent à l'occidentalisation devient presque une obligation morale (Kuper 2000 : 219). Cette tendance est la conséquence directe de l'expansion de la démocratie comme système politique dominant dans le monde entier et des phénomènes qui y sont liés à savoir le développement d'une société civile globale et l'universalisation des idées des droits de l'Homme et des libertés y compris la liberté d'expression. Un autre effet de la mondialisation vient s'ajouter, à savoir les possibilités offertes par les médias électroniques et les forums sur Internet pour imager des « formes créatives de vie sociale qui soient des points de correspondance adaptés aux formes globales de vie civique et civile » (Appadurai 2001 : 7).

5 A/RES/55/2 Résolution adoptée par l'Assemblée générale, paragraphe 6. New York, Nations unies.

6 PNUD (2004). Rapport sur le développement humain. New York, PNUD.

Comme l'écrit Jeremy Rifkin, un critique renommé de la mondialisation : « Les pouvoirs ont pensé pendant longtemps que le monde est divisé en deux sphères d'influence : le commerce et le gouvernement. À présent, les organisations représentant la sphère culturelle (l'environnement, la conservation des espèces, la vie rurale, la santé, l'alimentation et la cuisine, la religion, les droits de l'Homme, la famille, les questions féminines, le patrimoine ethnique, les arts et les autres sujets liés à la qualité de vie) tambourinent aux portes des forums économiques et politiques mondiaux et exigent d'être entendus. Ils représentent la naissance d'une nouvelle « politique de la société civile » et un antidote aux forces qui entraînent la mondialisation » (Rifkin 2004)

Conflits et tensions liés à la culture

Ahora la cultura representa la afirmación de una identidad específica, en lugar de la trascendencia de ella, y se ha convertido también en parte del léxico del conflicto político (Eagleton 2000; Clifford 1988). Aunque muchos estados europeos han luchado durante mucho tiempo frente a diversas identidades culturales dentro de sus fronteras, como es el caso de los vascos en España y de los escoceses en el Reino Unido, las exigencias de mayor autonomía se expresan ahora más que nunca en términos culturales, añadiendo por tanto legitimidad a lo que esencialmente eran reivindicaciones políticas. También están reapareciendo ciertas fronteras dentro de las identidades nacionales: los descendientes de los súbditos coloniales hoy retornan como inmigrantes a los estados europeos, poniendo “en peligro” la unidad cultural que en el pasado había hecho posible el imperio. Los sentimientos anti-islámicos que siguieron a los ataques terroristas de Nueva York, Washington, Londres y Madrid en los últimos años, y las posteriores invasiones dirigidas por EE.UU. de Irán y Afganistán, impusieron una atmósfera anti-inmigración y condujeron a llamamientos a la “reinvención” simbólica del estado-nación.

En el sur, especialmente en África, donde los países han luchado durante mucho tiempo contra las frágiles infraestructuras estatales heredadas del colonialismo, y donde las jerarquías y clasificaciones coloniales siguen impregnando las relaciones sociales, la simbiosis entre la cada vez mayor explotación empresarial de recursos valiosos y la lógica neoliberal de la economía mundial solo han exacerbado la inseguridad y la ansiedad entre la gente común de las regiones, dando lugar a un complejo conjunto de conflictos culturales (Nyamnjoh 2007). Una dura consecuencia es también la creación o la reafirmación de fronteras y diferencias a través de la xenofobia y demás ideas de ciudadanía excluyentes, que sirven para distinguir a los “locales” de los “extranjeros” y a los “autóctonos” de los “vinculados”. Los “alóctonos” resultan cada vez menos gratos, siendo incluso señalados violentamente, como demostró la violencia xenófoba contra otros pueblos africanos acaecida recientemente (2008) en Sudáfrica.

Las afirmaciones renovadas de raíces y orígenes también son provocadas por las políticas de democratización y pluripartidistas cuando las elecciones implican de nuevo (o por primera vez) que se desencadene el miedo a que los “extranjeros”, sean cuales sean sus orígenes, hagan perder la votación. En resumen, la globalización neoliberal está lejos de ser un proceso equilibrado. En lugar de crear un sentimiento de destino humano común, ha reforzado el sentimiento y significado de la identidad y la diferencia, ha incluso agudizado los contrastes y las oposiciones culturales, y ha conducido a veces a una feroz violencia. La creciente obsesión por crear fronteras nítidas se relaciona ahora con las demandas de mayores oportunidades, de derechos económicos, de reconocimiento cultural y de representación política (Nyamnjoh 2007; Geschiere and Nyamnjoh 2001; Geschiere and Meyer 2003; Friedman 1994; Featherstone 1990).

Le besoin du dialogue interculturel

Ces revendications concernant la reconnaissance et l'égalité ont lancé un défi aux idées eurocentriques qui ont longtemps prévalu dans la préparation des politiques internationales de développement et qui, dans une certaine mesure, existent toujours. Inspirée de l'idée des Lumières d'un passage sûr vers une dimension supérieure comme celle de citoyen du monde, la culture, de ce point de vue, se réfère principalement aux personnes les moins raffinées venues de contrées lointaines. À court terme, la culture est considérée comme étant une barrière à la modernisation (ou à l'industrialisation et à la mondialisation), mais en adoptant les outils et les décisions politiques « appropriés », la civilisation moderne absorberait finalement les traditions locales et moins puissantes. Dans ce paradigme, la culture est invoquée lorsqu'on en a besoin pour expliquer pourquoi les personnes s'attachent à des objectifs irrationnels en employant des stratégies d'autodestruction. De même, on estime que la résistance culturelle, et non pas les erreurs politiques, est à l'origine de l'échec des projets de développement. Les systèmes démocratiques inspirés du modèle occidental s'effondrent car ils sont trop différents des traditions des nations.

Les nouvelles tensions autour de la culture ont de plus en plus souvent placé ce point de vue au second plan car le besoin d'un « dialogue interculturel » représentait de plus en plus la meilleure garantie d'éviter un « choc des civilisations » (Huntington 1996). Dans les milieux académiques et politiques, le concept de multiculturalisme s'est forgé et il ne considère pas le travailleur ou le citoyen comme étant le principal acteur du nouvel ordre mondial mais plutôt l'acteur culturel. Selon ce point de vue, la politique est dictée par l'identité culturelle et son objectif est de contrôler la culture. Par conséquent, l'identité des personnes se trouve au cœur de la notion de multiculturalisme qui constitue un domaine individuel qui doit être réalisé dans le monde, à travers le dialogue avec les autres (Taylor 1994, Turner 2006, Appiah 2001).

À la suite au 11 septembre 2001, l'UNESCO a présenté la déclaration universelle sur la diversité culturelle qui souligne fortement la valeur d'un monde pluriel culturellement. La déclaration reprend le concept des droits culturels qui devraient être appliqués entre les États et au sein de ceux-ci, et souligne « la nature dynamique de toutes les cultures car elles tirent leurs forces de leurs propres traditions mais elles ne s'épanouissent vraiment que lorsqu'elles entrent en contact avec les autres cultures ». Cet instrument dont la portée est étendue, fondamental pour la communauté internationale, considère la diversité culturelle « comme étant indispensable pour l'être humain comme l'est la biodiversité pour la nature ».⁷

Le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a également introduit la culture dans ses politiques en insistant même sur le fait que l'adoption de politiques reconnaissant les différences culturelles « est la seule approche durable pour le développement dans sociétés diversifiées ».⁸ Cette vision reflète la manière dont les objectifs des interventions pour le développement ont évolué. On porte une attention toujours croissante sur le développement des capacités et sur des programmes basés sur les ressources existantes dans le cadre des programmes afin d'en garantir la continuité. Les personnes impliquées ne sont plus des groupes cibles passifs qu'il faut mobiliser mais ce sont des participants actifs qui portent un intérêt et s'approprient ainsi le processus de développement.

⁷ Déclaration universelle sur la diversité culturelle, 2 novembre 2001. Paris : UNESCO.

⁸ PNUD (2004). Rapport sur le développement humain. New York : PNUD.

Le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a également introduit la culture dans ses politiques en insistant même sur le fait que l'adoption de politiques reconnaissant les différences culturelles « est la seule approche durable pour le développement dans sociétés diversifiées ».

L'UNESCO a déjà tenté de placer la culture au cœur des programmes politiques internationaux dès 1982, lorsqu'elle a organisé la Conférence mondiale sur les politiques culturelles dans la ville de Mexico. Une impulsion considérable s'est produite en 1996, lorsque la Commission mondiale sur la culture et le développement créée par l'UNESCO trois ans plus tôt a publié le rapport *Notre diversité créative*.⁹ Une conférence intergouvernementale autour des politiques culturelles pour le développement a alors été organisée, deux ans plus tard, à Stockholm, et un plan d'action a alors été adopté. La commission de l'UNESCO a estimé que le modèle politique traditionnel, à travers lequel les autorités offraient des activités et des services culturels à leurs citoyens, était devenu désuet. Non seulement cette approche verticale était devenue trop coûteuse mais elle négligeait également trop souvent les besoins des minorités vivant sur les territoires des États-membres. La commission affirmait que le développement ne concernait pas uniquement l'aspect économique. Une nouvelle approche était requise : les politiques qui ne limitent pas la culture aux arts et au patrimoine culturel mais qui prennent également en compte les divers styles de vie, les visions du monde, et les habitudes culturelles.

Il faut également souligner que le processus a eu pour résultat, neuf fois après la publication du rapport de la Commission mondiale en 2005, la signature de la *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* de l'UNESCO. Le traité est une sorte de protocole de Kyoto de la culture car il reconnaît les effets négatifs et homogénéisants de la mondialisation. Les accords commerciaux dirigés par l'organisation mondiale du commerce, y compris l'accord général sur le commerce et les services (AGCS), sont orientés vers la libéralisation du marché global. Ces accords seraient également appliqués au secteur culturel ce qui rendrait d'autant plus difficile le soutien apporté par les pays à leurs propres artistes et leurs institutions culturelles grâce à des subventions car ces mesures vont à l'encontre du principe de libre échange.

La Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO. Le traité est une sorte de protocole de Kyoto de la culture.

La convention de l'UNESCO sert de base légale pour une exception aux normes commerciales internationales dans le secteur culturel au sein de l'AGCS. Pour compenser ces effets négatifs, le traité reconnaît la nature distincte des activités culturelles, des biens et services étant porteurs de l'identité, des valeurs et de la signification. Elle reconnaît également le droit des États-membres à rédiger des politiques qui encouragent la diversité des expressions culturelles sur leurs territoires et l'accès équitable à toutes les formes d'expression culturelle venues du monde entier. Même si les négociations lancées en octobre 2003 n'ont pas été simples, la convention est entrée en vigueur sous la forme d'un instrument juridique international contraignant relativement rapidement, le 18 mars 2007. En décembre 2006, on avait déjà atteint le nombre de 30 États signataires. Aujourd'hui (en avril 2009), 98 signataires sur les 193 États-membres comprennent également un grand nombre de pays en voie de développement et représentent plus de la moitié de la population mondiale.

9 Notre diversité créative. Rapport de la Commission mondiale sur la culture et le développement. Paris : UNESCO.

La culture, pilier du développement

En septembre 2005, le « sommet du millénaire +5 » de New York (le sommet de haut niveau complémentaire que l'Assemblée générale des Nations unies avait organisé à travers la résolution 58/291 du 6 mai 2004 pour revoir la mise en application de la déclaration du millénaire et pour donner un nouvel élan à la recherche de la vision qu'elle représente) rappelle en quelque sorte les accords signés au sein de l'UNESCO. Dans sa résolution sur les résultats du sommet mondial, l'Assemblée générale indique que « l'acceptation de la diversité dans le monde équivaut à reconnaître le fait que toutes les cultures et civilisations contribuent à l'enrichissement du genre humain. Nous reconnaissons l'importance du respect et de la compréhension de la diversité religieuse et culturelle dans le monde entier. Afin de soutenir la paix et la sécurité internationales, nous nous engageons à faire progresser les niveaux de bien-être humains, la liberté et le progrès, partout, et à encourager la tolérance, le respect, le dialogue et la coopération entre les différentes cultures, les civilisations et les peuples. »¹⁰

Cependant, la culture n'est pas une partie intégrante des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et encore moins un Objectif en elle-même. Le sommet mondial sur le développement durable qui s'est déroulé à Johannesburg en 2002 et qui a fait suite à la conférence sur le financement pour le développement de Monterrey, au Mexique, une conférence essentielle des Nations unies pour atteindre un consensus mondial sur des problèmes liés à la pauvreté, ne reconnaît officiellement que les dimensions écologiques, sociales et économiques du développement, et pas la dimension culturelle. Seules quelques phrases du rapport des résultats sont consacrées à la culture, et elles ne faisaient référence qu'à « la protection des traditions et des cultures locales » pour la gestion des ressources naturelles ou lors de projets touristiques.¹¹

De même, les documents de la stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) que les pays en voie de développement doivent préparer pour bénéficier du soutien de la Banque mondiale, constituent le cadre de la coordination et du contrôle des politiques et programmes du secteur permettant de garantir la cohérence afin d'atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté mais le secteur culturel joue généralement un rôle marginal dans un plan national si important (Arterial 2006). Les problèmes culturels sont plus souvent intégrés sous la forme d'instruments en faveur des objectifs d'autres secteurs du développement au lieu de représenter les principaux fondements de la stratégie. Il existe une exception à l'importance relative des industries culturelles : plusieurs pays africains reconnaissent le potentiel et la valeur de ces industries pour la création de richesse et les opportunités d'emploi.

L'Institut humaniste pour la coopération avec les pays en voie de développement (Hivos), dont le siège se trouve aux Pays-Bas et qui apporte son soutien aux projets artistiques et culturels en Afrique, en Asie et en Amérique latine, a proposé, lors de la conférence organisée en 2005 avec le thème éloquent *Au-delà de la diversité*, inclure la culture comme le 9^e OMD. L'organisation a estimé qu'un élément aussi important que la culture dans les processus de développement social devrait être placé au même rang que la sécurité alimentaire, la santé et l'éducation. Le potentiel créatif des communautés locales et le potentiel de l'imagination créative comme pilier du développement économique et humain devraient être reconnus. Le soutien apporté à la culture aide les personnes à définir leur futur et à aller de l'avant.

¹⁰ A/RES/60/1 Résolution adoptée par l'Assemblée générale, paragraphe 14. New York : Nations unies.

¹¹ A/CONF.199/20. Rapport du sommet mondial pour le développement durable. New York : Nations unies.

Mais l'initiative n'a pas abouti. Le principal problème est que les OMD sont liés à objectifs spécifiques, indicateurs, plans d'action, et d'autres mécanismes permettant de calculer le résultat et l'impact du soutien qui leur avait été attribués. La coopération internationale pour le développement doit rendre comptes. La culture est un domaine abstrait et difficile à mesurer. Pour commencer, il est difficile de la définir. Il existe peut-être aujourd'hui un consensus général selon lequel la culture est apprise et n'est pas présente dans nos gènes comme la race et en outre, la culture commune a évolué dans le temps (Kuper 2000 : 227). L'UNESCO définit la culture comme étant « le tout complexe des caractéristiques distinctives au niveau spirituel, matériel, intellectuel et émotionnel qui caractérise une société ou un groupe social. Elle comprend non seulement les arts et les lettres mais également les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances ». ¹² Il existe donc un accord généralisé concernant ce que la culture implique : essentiellement, les idées et valeurs, la cosmologie, la moralité et l'esthétique qui sont tous exprimés à travers des symboles. Mais alors, comment soutenir ce système de symboles et comment capturer le processus mesurable, si cela était possible ? Nous sommes encore loin d'avoir un consensus sur ce sujet.

« Localisation » des OMD

En plus de l'absence quasi complète de culture dans les stratégies de développement internationales, le rôle prévu pour les gouvernements locaux et régionaux dans ces stratégies est toujours aussi minime. Dans les pays en voie de développement en particulier, il manque souvent des connaissances techniques pour l'évaluation de l'activité culturelle qui vise à atteindre des objectifs spécifiques. Les gouvernements locaux sont souvent les moins efficaces du système de l'État car ils ont été créés récemment, surtout lorsqu'il existe une tradition de centralisation de l'État, un manque de capacités gouvernementales ou lorsqu'un pays vient tout juste de sortir de la guerre.

En plus de l'absence quasi complète de culture dans les stratégies de développement internationales, le rôle prévu pour les gouvernements locaux et régionaux dans ces stratégies est toujours aussi minime.

Comme on l'a noté au cours d'une réunion de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) à New York en septembre 2008, le débat autour de l'efficacité de l'aide actuelle est toujours principalement centré sur l'amélioration de l'aide au niveau national. ¹³ Il en est de même pour l'implémentation des documents de la stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), même lorsque l'importance des gouvernements locaux est cruciale pour une prestation efficace du service et pour le développement des infrastructures sociales et physiques.

¹² Déclaration des politiques culturelles de Mexico, 6 août 1982. Paris : UNESCO.

¹³ Cités et gouvernements locaux unis (2008). Le gouvernement local participe à l'événement de haut niveau sur les objectifs du millénaire pour le développement, New York, septembre 2008. Barcelone : Cités et Gouvernements Locaux Unis.

Afin de tenter d'« adapter » les objectifs et de les convertir en des actions concrètes qu'il faut mener au niveau local, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) ont demandé une fonction consultative officielle pour les gouvernements locaux et régionaux aux Nations unies. CGLU estimait que les efforts réalisés pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement s'étaient basés spécifiquement sur les stratégies de développement locales même si la participation des gouvernements locaux était trop limitée.¹⁴ Elle a également engagé la campagne des Villes du millénaire en 2005 qui a été menée par plus de 1000 autorités locales du monde entier qui ont prouvé leur engagement et ont confirmé leur implication en atteignant les objectifs.

Ces efforts ont été partiellement fructueux. Lorsque l'Assemblée générale des Nations unies s'est réunie cinq ans après l'adoption de la déclaration du millénaire en septembre 2005, elle a reconnu pour la première fois de manière explicite le rôle des autorités locales pour leur contribution à la réussite des objectifs du millénaire pour le développement.¹⁵ De plus, le Conseil économique et social des Nations unies (CESNU) a reconnu le rôle clé joué par les autorités locales pour apporter une aide au développement plus efficace au cours d'une réunion en juillet 2008. Mais jusqu'à présent, le statut des autorités locales au sein des Nations unies reste inapproprié car elles n'ont pas encore été reconnues comme étant un niveau de gouvernement et ne peuvent pas encore collaborer directement avec l'Assemblée générale en partageant leur expertise et en apportant leur contribution politique.

Politiques culturelles locales et développement

Les cités et les gouvernements locaux ne sont pas non plus mentionnés de manière explicite à la convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles; même si le document mentionne effectivement le niveau local, en parallèle avec les niveaux national et international, par exemple en ce qui concerne son objectif « de promotion du respect de la diversité des expressions culturelles et de la sensibilisation à sa valeur ».¹⁶ Il existe une déclaration pour placer la culture au centre des politiques locales, qui est appelée l'Agenda 21 de la culture, adoptée par le 4e forum des autorités locales pour l'inclusion sociale de Porto Alegre, qui s'est déroulé à Barcelone en mai 2004 dans le cadre du forum universel des cultures. L'Agenda 21 de la culture recommande à l'UNESCO de reconnaître les villes comme étant des territoires où sont appliqués les principes de la diversité culturelle, en particulier ceux qui sont liés à la coexistence, à la démocratie et à la participation, et de mettre en place les mesures permettant aux gouvernements locaux de participer à ses programmes.¹⁷

Il existe une déclaration pour placer la culture au centre des politiques locales, qui est appelée l'Agenda 21 de la culture

14 Cités et gouvernements locaux unis (2008). Apport des gouvernements locaux pour l'événement de haut niveau sur les objectifs du millénaire pour le développement, New York Septembre 2008. Barcelone : Cités et gouvernements locaux unis.

15 A/RES/60/1 Résolution adoptée par l'Assemblée générale, paragraphe 174. New York : Nations unies .

16 UNESCO (2005). Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Paris : UNESCO.

17 Agenda 21 de la culture, article 59.

L'Agenda 21 de la culture donne l'opportunité aux gouvernements locaux de créer une vision à long terme de la culture comme pilier du développement et il propose également des outils concrets qui pourraient être développés.¹⁸ En premier lieu, les autorités locales pourraient développer une stratégie culturelle locale qui consiste en un document décrivant les priorités culturelles d'une ville y compris la mise en application de calendriers, d'indicateurs de suivi et d'évaluation.¹⁹ Dans ce processus de création de politiques culturelles, tous les agents culturels d'un territoire, en association avec les citoyens et l'administration publique, devraient être impliqués. De cette façon, la stratégie définit les responsabilités mutuelles entre ces trois groupes d'intérêt, ce qui garantit un processus plus efficace. Une seconde possibilité consiste à formuler et à adopter une Charte locale des droits et des responsabilités culturelles, basée sur la déclaration universelle des droits de l'Homme. Ici aussi, le développement efficace de cette charte dépendrait de la participation active de tous les groupes faisant partie du processus.

En troisième lieu, les gouvernements locaux pourraient mettre en place un conseil de la culture, un organisme public qui s'occupe des questions culturelles les plus importantes d'une ville. Ce conseil refléterait normalement la diversité des agents culturels et sa fonction pourrait être strictement consultative ou elle pourrait également inclure la capacité à prendre des décisions exécutives. Une quatrième mesure que pourraient également adopter les autorités locales : l'implémentation d'évaluations de « l'impact culturel » à leurs processus politiques. Habituellement, ces mesures existent déjà pour évaluer les impacts économique, social et environnemental des projets de développement local. Les initiatives publiques ou privées impliquent souvent également des changements significatifs dans la vie culturelle des villes, qui pourraient être évalués à travers une étude de l'impact culturel, avec un document développé en consultation avec les citoyens.

Il existe une initiative importante qui tente de rapprocher les autorités locales et la culture dans le cadre politique international ; il s'agit du fonds pour la réalisation des ODM, mis en place par le gouvernement espagnol et le PNUD.

Même si les objectifs de l'Agenda 21 de la culture sont évidemment liés au développement durable et à l'aide pour lutter contre la pauvreté, ils ne sont pas en tant que tels liés de manière explicite aux objectifs du millénaire pour le développement.

Il existe une initiative importante qui tente de rapprocher les autorités locales et la culture dans le cadre politique international ; il s'agit du fonds pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (F-OMD, ou MDG-F en anglais). Nous recommandons fortement à tous les lecteurs de consulter les informations détaillées apportées par José Antonio González Mancebo à ce rapport : le gouvernement espagnol et les Nations unies ont spécifiquement mis en place le F-OMD en 2006 afin de renforcer le leadership du développement local. Non seulement le fonds intègre la culture et le développement comme étant l'un de ses « volets thématiques » pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement mais il reconnaît également l'importance de la culture dans ces sept autres volets. 59 pays pouvaient en bénéficier; le fonds a accordé 700 millions de dollars à 129 programmes conjoints de 49 pays.

¹⁸ Conseils sur la mise en application de l'Agenda 21 de la culture. Document adopté le 24 octobre 2006 à Barcelone, lors de la première réunion du groupe de travail sur la culture des CGLU.

¹⁹ Cf. : Indicateurs culturels et Agenda 21 de la culture. Document adopté le 24 octobre 2006 à Barcelone, lors de la première réunion du groupe de travail sur la culture des CGLU.

Comme l'écrit M. González Mancebo sur le volet Culture et développement, « le fonds s'est engagé avec la vision de la culture comme instrument pratique considérablement efficace pour atteindre les objectifs de développement et a ouvert un volet 'culture et développement' avec 95 millions de dollars, dirigé par l'UNESCO. Cela a fourni une large gamme d'options de travail dans le domaine, et a reçu 50 programmes. Après l'analyse et la sélection, 18 programmes conjoints ont été approuvés avec une répartition comprise entre 3 et 9 millions de dollars par programme sur trois ans. Ces programmes ont été lancés en 2007 et 2008 et leurs résultats annuels seront supervisés pour déterminer les conditions d'attribution des flux de financement des années postérieures. Des travaux sont menés en Afrique, en Amérique latine, en Asie, en Europe de l'Est et dans les pays arabes et cela créera des opportunités d'effectuer des échanges d'expériences et de gestion des connaissances qui seront extrêmement utiles lorsqu'une base de données des bonnes pratiques sera créée ».

Il est intéressant de noter la manière dont le F-OMD tente de dépasser le problème de la mesure de quelque chose d'aussi abstrait que l'impact de la culture sur l'amélioration de la qualité de vie des populations. Les mécanismes d'évaluation ne sont pas perçus comme étant un acte final mais plutôt comme faisant partie d'un cycle de formulation et de gestion du programme. « Cette manière d'intégrer les leçons apprises et la configuration du système de gestion des connaissances, basée sur les preuves fournies par les programmes et les processus de coordination des acteurs qui participent, est permanente » a expliqué M. González Mancebo. « Le réaménagement d'une place publique n'a pas en lui-même d'impact sur le développement. Ce qui est important pour nous, par exemple, c'est de savoir si ce nouvel espace couvre des zones marginalisées et permet à plus d'enfants et de femmes d'avoir un accès plus sûr aux espaces publics ou si une opportunité de marché artisanal a été générée pour améliorer l'accès aux fabricants ou aux commerçants ».

Approches culturelles au développement local

La culture a donc le potentiel de participer directement à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement. José Antonio González Mancebo mentionne quatre domaines dans lesquelles cela s'applique : l'économie, la cohésion sociale, le tourisme culturel durable et le soutien d'une citoyenneté participative. En matière économique, l'importance de la culture réside dans sa capacité à générer des revenus liés à la créativité et au tourisme culturel, à augmenter les niveaux de revenu et à créer plus d'opportunités pour les jeunes et pour les femmes (OMD 1, 3 et 8). « La culture apporte valeur à la cohésion sociale à travers un meilleur accès, et l'utilisation durable, des espaces publics et du patrimoine naturel et culturel liés aux plans de régénération urbaine menés par les institutions publiques » écrit M. Mancebo. « Les effets sur la planification des villes et des pays peuvent être prouvés car la culture implique l'adoption de mesures qui freinent l'impact environnemental ou encouragent le développement des services de base et des projets de logement (OMD 7). L'impact de ces actions sur les politiques liées au genre est évident car elles agrandissent les espaces publics inclusifs pour les femmes et aident à réduire la violence. Il ne faut pas oublier la croissance importante de l'activité économique et la hausse conséquente des revenus, liées à la mise en place de ces plans de régénération urbaine (OMD 1 et 8) ». En outre, selon M. Mancebo, « la valeur ajoutée que la culture apporte à la construction d'une citoyenneté participative qui peut exercer des droits et bénéficier des services sociaux de base grâce à son accès à l'éducation extrascolaire et aux nouvelles technologies dans des centres culturels ou grâce à des moyens de communication alternatifs comme les radios et télévisions locales (OMD 2, 3, 4, 5 et 8) ».

L'adaptation des OMD au niveau local signifie qu'il faut activer des processus de transposition des objectifs à leur signification au niveau local, choisir des priorités de développement locales, et planifier leur réalisation. Il s'agit de développer des visions locales partagées du développement et de la planification pour leur réalisation, complétées de systèmes de responsabilisation, de suivi et d'évaluation. Cette tâche doit être appuyée par la participation locale et par une prise de décision inclusive. La décentralisation est pratiquement synonyme de cette entreprise. De nos jours, le renvoi des pouvoirs dans les communautés et les gouvernements locaux rapproche le gouvernement des personnes et stimule le développement local. Comme l'a indiqué Manuel Castells (1998), « l'ère de la mondialisation est également l'ère de la 'localisation' de la politique ».

L'adaptation des OMD au niveau local signifie qu'il faut activer des processus de transposition des objectifs à leur signification au niveau local, choisir des priorités de développement locales, et planifier leur réalisation.

Comme la culture se trouve où les gens se trouvent, dans leurs vies quotidiennes, il semble que les politiques culturelles et les gouvernements locaux aillent ensemble en toute logique. Pour commencer, cela s'explique par le fait que les nouveaux mouvements sociaux qui sont apparus pour compenser l'impact négatif de la mondialisation comme le *Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra* au Brésil et le Landless People Movement en Afrique du Sud qui travaillaient souvent autour des droits des indigènes et de la protection du sol traditionnel, ont de plus en plus des orientations décentralisées et favorisant le niveau local. En outre, l'environnement local est également la meilleure vitrine pour comprendre les barrières ou les facteurs culturels potentiels qui pourraient avoir un impact sur le développement. Comme l'a récemment dit le professeur George Hagan, président de la Commission nationale de la culture du Ghana au cours d'un séminaire à Accra, « les pays africains n'avaient pas réalisé d'énormes progrès vers la réussite des objectifs du millénaire pour le développement bien que la période limite (avant 2015) s'était déjà écoulée de moitié car ces pays devaient toujours étudier les pratiques culturelles qui pourraient faciliter ou empêcher leur réalisation ».

Les autorités locales disposent d'une multitude de manières d'inclure la culture positivement dans leurs stratégies de développement comme l'indiquent les différents auteurs de ce rapport.

Les autorités locales disposent d'une multitude de manières d'inclure la culture positivement dans leurs stratégies de développement comme l'indiquent les différents auteurs de ce rapport. Ils exigent une certaine quantité de courage créatif dans l'élaboration des politiques. Les arts, par exemple, se sont avérés un véhicule puissant de communication et diffusent les OMD vers une audience élargie qu'il serait difficile d'atteindre à travers des outils de communication traditionnels. En ce sens, le théâtre a joué un rôle clé comme on l'a souvent employé avec succès lors de campagnes de sensibilisation du public au VIH/SIDA sur les continents africain et asiatique où la maladie constitue souvent un tabou culturel trop important qu'il faut traiter efficacement à travers d'autres moyens. Les arts encouragent les engagements concernant les problèmes sociaux mais ils ont également le pouvoir de stimuler le dialogue, la participation et la compréhension entre les communautés dont le passé est hostile comme en Irlande du Nord mais ils tentent à présent de communiquer.

Au Brésil, la priorité de la politique culturelle nationale est la lutte contre l'exclusion. On insiste sur les projets culturels locaux et sur les populations les plus pauvres. Les communautés bénéficient d'un niveau considérable d'autonomie pour la conception et la réalisation des projets : l'objectif de la politique culturelle est de s'adapter aux pratiques artistiques spécifiques. Les cinq cents projets locaux environ qui sont soutenus par le ministère de la Culture à travers l'institution gouvernementale Funarte (*Fundação Nacional de Arte*) sont considérés comme des *pontes de cultura* (« ponts culturels ») et ils constituent un réseau visant à renforcer et à diffuser la culture brésilienne. En outre, l'art dispose du potentiel pour constituer une force mobilisatrice qui change la société: l'ancien ministre de la Culture Gilberto Gil a déclaré que chaque quartier devrait disposer de son propre studio de musique et que les zones rurales devraient avoir des stations de radio communautaires.

Ailleurs, les autorités locales ont fait le lien de manière explicite entre la culture et le développement social et territorial. En Afrique de l'ouest, par exemple, la charte de Ouagadougou, qui a été approuvée en avril 1997, a été utilisée pour la planification locale des villes de Ouagadougou (Burkina Faso) et Treichville (Côte d'Ivoire), entre autres, pour apporter un contenu culturel aux zones marginales. Faisant face aux problèmes de la pauvreté, du crime et de la dégradation de l'environnement urbain, la ville de Johannesburg s'est lancée dans deux programmes ambitieux visant à renouveler les quartiers de Newtown et Kliptown, deux de ces quartiers symboliques. Ces deux quartiers sont tous deux devenus des quartiers culturels à travers les réaménagements urbains, offrant un nouveau souffle de vie à l'économie locale à travers des activités liées à la culture et au tourisme. Aux Caraïbes, de plus, les festivals de musique et les carnivals se trouvent au centre du développement des secteurs culturels et de la promotion du patrimoine culturel d'une région.

Amareswar Galla affirme que le défi des gouvernements locaux consiste à développer des manières de s'engager dans la diversité culturelle de la communauté à travers la planification locale intégrée

En ce sens, comme l'a affirmé Amareswar Galla dans ce rapport, le « défi des gouvernements locaux au cours de la prochaine décennie consiste à développer des manières de s'engager dans la diversité culturelle de la communauté à travers la planification locale intégrée ». Nous vous invitons à lire son texte dans son intégralité ; il fournit des détails et le contexte pour comprendre le fort engagement du Vietnam dans le cadre du plan d'action de Stockholm sur les politiques culturelles pour le développement et l'Agenda 21 local. Comme l'a écrit Galla, « En 2000, les gouvernements provinciaux et locaux de la province de Quang Ninh, en particulier dans les zones de la baie de Ha Long, se sont rassemblées pour chercher à relever les défis de la conciliation de deux principes non négociables dans un pays qui tente de réaliser les objectifs du millénaire pour le développement. La conservation n'est pas négociable. Le développement de la communauté ne l'est pas non plus. Il fallait étudier la marche à suivre. La méthodologie mise en place pour rassembler les deux principes est le développement culturel durable ».

L'explication de Galla concernant le projet d'Ecomusée de Ha Long est particulièrement intéressante ; les personnes sont unies à leur patrimoine. Il s'agit d'une approche novatrice qui pourrait être adoptée par les autorités locales. « Le modèle de patrimoine extérieur implique une dichotomie entre la nature et la culture, validant ce qui est naturel pour la reconnaissance des valeurs du patrimoine mondial ; au contraire, le processus d'autonomisation locale à travers l'Ecomusée a pu mettre en place une approche holistique locale de l'environnement, pour faire face à l'imposition d'une condition extérieure sur les valeurs locales ». Galla poursuit en expliquant que « le concept de système intégré ou l'Ecomusée considère toute la baie et l'intérieur des terres comme un musée vivant et utilise une approche « interprétative » pour sa gestion. La gestion interprétative observe que les composants et les processus de la baie et de l'intérieur des terres de la province de Quang Ninh interagissent en permanence les uns sur les autres dans un équilibre en constante évolution. À travers une recherche et une supervision intenses, les experts du patrimoine local cherchent à « interpréter » ce qui affecte cet équilibre et réalisent des interventions soigneusement planifiées pour modifier l'équilibre des composants lorsque cela est nécessaire. Cette approche se caractérise principalement par le fait qu'elle considère les activités humaines, passées et présentes, comme étant des composants fondamentaux des ressources environnementales. La culture, l'histoire, les traditions et les activités de la population humaine sur la baie et autour de celle-ci font autant partie du patrimoine que les grottes et les plantes des îles et interagissent avec elle en permanence ».

La culture est également une ressource à travers d'autres aspects : le patrimoine culturel ajoute valeur aux économies locales à travers le tourisme et les populations acquièrent une fierté qui connecte avec leur histoire. Créé en 2001 par les ministères français de la Culture et des Affaires étrangères, le programme SIRCHAL constitue une initiative dans ce domaine ; il visait à réaménager les centres historiques des villes en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans un programme bilatéral à travers l'organisation de séminaires internationaux sur le réaménagement des centres historiques des villes de Pirenópolis (Brésil), Caracas (Venezuela), et Cartagena de Indias (Colombie), qui ne sont que quelques exemples des villes concernées dans la région. Cette manière de travailler renforce la coopération entre les autorités gouvernementales, la société civile et le secteur privé.

La contribution de Nil S. Navaie à ce rapport montre que la culture peut renforcer les économies locales.

Comme le montre de manière évocatrice la contribution de M. Nil Sismanyazici-Navaie à ce rapport, la culture peut réellement renforcer les économies locales. Même si nous vous invitons à lire son texte dans son intégralité, nous proposons ici un bref aperçu des étapes concrètes que les autorités locales peuvent parcourir, selon l'auteur, pour mettre en place un environnement favorable où fleurissent les industries culturelles et pour participer à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement au niveau local. En premier lieu, les gouvernements locaux devraient rechercher, et connaître, la nature et l'impact des entreprises créatives sur leurs économies et en second lieu, ils devraient les intégrer à leurs plans annuels. C'est aussi important, selon M. Sismanyazici-Navaie, de ne pas oublier les zones rurales car « les premiers symptômes d'une crise alimentaire mondiale ont attiré l'attention sur le besoin de développer le secteur agricole en répondant aux besoins des populations rurales tout en équilibrant le flux de personnes entre la campagne et la ville ». Les autorités locales devraient insister sur ce que l'auteur appelle « le composant culturel de l'agri-culture » c'est-à-dire les ressources culturelles pouvant créer un moyen de subsistance.

Les services et produits culturels comme la musique, l'artisanat et le design ont une valeur économique à travers leur commercialisation mais les secteurs culturels sont également « essentiels pour la promotion et la conservation de la diversité culturelle et pour garantir l'accès démocratique à la culture ».²⁰ Encore une fois, un rôle clé incombe aux autorités locales. Comme l'indique le rapport sur l'économie créative, « le rôle des gouvernements est crucial pour la formulation des politiques publiques afin d'alimenter une économie créative solide et autonome capable d'évoluer dans un contexte multilatéral. La question principale ne consiste pas à savoir si les gouvernements devraient mener ou répondre aux appels des industries créatives mais de savoir comment mettre en place un plan d'action et des mécanismes efficaces pour articuler les politiques personnalisées qui stimulent la créativité et améliorent la compétitivité des produits créatifs avec les meilleurs avantages concurrentiels sur les marchés mondiaux tout en préservant l'identité culturelle.

Conclusions et recommandations

Les programmes internationaux et les politiques nationales n'ont pas encore reconnu la culture comme étant un composant essentiel du développement.

Certains progrès se sont produits au cours de ces dernières années. Les nouvelles approches au développement cherchent à offrir une meilleure compréhension des dynamiques culturelles locales afin que l'aide apportée soit plus efficace. Elles prennent également en compte le besoin de protéger et de promouvoir la diversité culturelle dans un monde qui se globalise. La bibliographie est de plus en plus importante. Le nombre des acteurs augmente.

Ce rapport a fourni des éléments probants sur les programmes et les politiques qui considèrent la culture comme une ressource pour l'implémentation des OMD. Nous aimerions pouvoir dire que la masse critique est proche.

Les recommandations suivantes sont rédigées pour contribuer à cette masse critique :

POUR LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

- Reconnaître l'importance des villes et des gouvernements locaux pour aider à réaliser les objectifs du millénaire pour le développement.
- Reconnaître que les arts et la culture sont des composants cruciaux de tout programme de développement visant à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement.
- Encourager les donateurs à créer des programmes sur « la culture et le développement » au sein du PNUD et en collaboration avec les autres agences des Nations unies.

20 Nations unies (2008). Rapport sur l'économie créative, pp. 11. New York : Nations unies.

POUR LES GOUVERNEMENTS NATIONAUX

- Apporter une perspective culturelle aux plans de développement nationaux, avec des objectifs et des actions qui montrent comment la culture a un impact sur les activités (et est influencé par elles) dans des domaines comme l'éducation, la santé, la planification urbaine et l'économie.
- Reconnaître les différents besoins et exigences culturelles formulés par les personnes et les organisations sur un territoire, y compris en ce qui concerne les acteurs culturels et les autres citoyens.
- Encourager le développement des capacités des autorités locales afin de renforcer les rapports entre les administrations publiques au niveau régional, national et international, et établir de nouvelles ressources économiques pour la culture au niveau local.
- Mettre en place des mécanismes de consultation et d'accord avec les gouvernements locaux, directement ou à travers leurs réseaux et fédérations, pour créer une nouvelle législation, des règles et systèmes nouveaux pour le financement dans le domaine culturel.

POUR LES AUTORITÉS LOCALES

- Cartographier les ressources culturelles, approuver un plan de développement culturel à long terme sur la base des besoins des citoyens, et mettre en place un système d'indicateurs culturels afin d'évaluer les politiques et les programmes.
- Garantir l'inclusion d'un composant culturel important au plan stratégique de développement de la ville.
- Inclure la culture comme contenu des programmes locaux visant à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement.

Certains progrès -meilleures politiques, meilleurs programmes- se sont produits au cours de ces dernières années. La bibliographie est de plus en plus importante. Le nombre des acteurs augmente. Nous aimerions pouvoir dire que la masse critique est proche. Les recommandations de ce rapport sont rédigées pour contribuer à cette masse critique.

Références

Agenda 21 de la culture ; 2004 ; Cités et Gouvernements Locaux Unis ; www.agenda21culture.net.

Appadurai, Arjun (2001) Grassroots Globalization and the Research Imagination. In *Globalization*, pp. 1-21 ; Durham and London : Duke University Press ;

Appiah, Kwame Anthony (2001). Ethnic identity as a political resource. In *Explorations in African Political Thought : Identity, Community, Ethics*, pp. 46-53. Edition Teodros Kiros. New York : Routledge ;

Castells, Manuel (1998). *End of the Millenium*. Malden : Blackwell Publishers ;

Clifford, James (1988). *The predicament of culture : twentieth-century ethnography, literature and art*. Cambridge : Harvard University Press ;

Eagleton, Terry (2000). *The Idea of Culture*. Oxford : Blackwell Publishing ;

Geschiere, Peter and Francis Nyamnjoh (2001) ; Capitalism and autochthony : the Seesaw of Mobility and Belonging, In *Millennial Capitalism and the Culture of neoliberalism*, pp. 159-190. Edited by J. and J. Comaroff. Durham and London : Duke University Press ;

Geschiere, Peter and Birgit Meyer (2003). *Globalization and Identity : Dialectics of Flow and Closure*. Oxford and Malden : Blackwell Publishers ;

Kuper (2000). *Culture : the anthropologists' account*. Cambridge : Harvard University Press ;

Nyamnjoh, Francis (2007). Cultures, conflics and globalization : Africa. In *Conflicts and tensions*, pp. 121-132. Edited by Helmut Anheier and Yudhishtir Raj Isar. London : Sage ;

Friedman, Jonathan (1994). *Cultural identity and Global process*. London : Saga ;

Featherstone, Mike (1990). *Global culture : nationalism, globalisation and modernity*. London : Sage Publications.

Rifkin, Jeremy (2004). The European Dream : how Europe's vision of the future is quietly eclipsing the American dream. Cambridge : Polity.

Taylor, Charles (1994). The politics of recognition. In *Multiculturalism : examining the politics of recognition*. Edited by Amy Gutmann. Princeton : Princeton University Press ;

Turner, Terence (2006). Political innovation and inter-ethnic alliance : Kayapo resistance to the developmentist state. *Anthropology Today* 22(5) : 3-10.

Comment localiser la culture dans le développement durable

Professeur Amareswar Galla

Expert en planification intégrée des territoires locaux, développement durable et patrimoine, et éradication de la pauvreté par la culture.
Directeur fondateur de l'Observatoire Asie-Pacifique pour la Diversité Culturelle dans le Développement Humain.

L'enjeu des gouvernements locaux au cours de la prochaine décennie consiste à développer des manières de s'engager dans la diversité culturelle de la communauté à travers de la planification locale intégrée. Cela signifie aller au-delà des matériels et des lieux pour se concentrer sur la capacitation culturelle des habitants, en intégrant ce qui est immatériel et ce qui est matériel dans un « système culturel ». Une planification locale intégrée met en relation le contexte culturel local avec le développement urbain, dans un monde qui se globalise de façon dynamique et rapide. Une planification locale intégrée ajoute valeur à la culture locale, parce qu'elle améliore les habiletés interpersonnelles des professionnels de la culture et facilite qu'ils travaillent avec les différents agents locaux.

Le cadre de notre enjeu culturel est défini par le rythme accéléré de la globalisation, sous toutes ses formes, indépendamment d'où nous nous trouvons. Quelle est la place de la diversité culturelle dans le contexte de la globalisation ? Comment concilier le global et le local, au-delà de la rhétorique, à travers nos espaces civiques, pour parvenir à impliquer toutes les parties intéressées ? Où voit-on la fonction des institutions locales, régionales, nationales et étatiques comme médiatrices de notre sens d'appartenance et d'identité ? (Appadurai, 2000). La fonction de certains espaces civiques comme les musées, bibliothèques et galeries dans les débats sur le dialogue interculturel et le développement culturel durable doit être développée de façon plus appropriée. Les principales réunions de la Commission Mondiale sur la Culture et le Développement, qui se tinrent à Manille au début des années quatre-vingt-dix, appelaient à une approche intégrée de la culture et de la nature au moment d'aborder le développement durable. Mais l'opposition binaire entre nature et culture continue d'envenimer nos politiques locales.

Comment concilier le global et le local, au-delà de la rhétorique, à travers nos espaces civiques, pour parvenir à impliquer toutes les parties intéressées ?

Tout d'abord et par-dessus tout, nous devons nous demander jusqu'à quel point nous avons la capacité d'assumer ces enjeux et si les programmes que nous sommes en train de mettre en œuvre ont commencé à transformer leurs approches stratégiques à travers des contributions et des engagements appréciables et importants de la part de la communauté. Les possibilités, à travers des projets-pilote dans des pays comme le Vietnam, se sont révélées utiles. Mon travail au Vietnam a commencé par des contributions au rapport final de la Commission Mondiale sur la Culture et le Développement. Ce qui a impressionné la plupart des gens fut la forte adhésion manifestée par le Vietnam au Plan d'Action de Stockholm sur des Politiques Culturelles pour le Développement et à l'Agenda 21 local.

Pour commencer, les Vietnamiens étaient ravis de voir comment la culture reflète des valeurs (économiques, sociales et environnementales), en offrant une perspective humanistique comme celle énoncée dans le Rapport Pérez de Cuéllar (Notre diversité créatrice) de la Commission Mondiale sur la Culture et le Développement: “ c’est la culture qui définit comment les personnes communiquent avec la nature et leur environnement physique, avec la terre et le cosmos, et c’est à travers la culture qu’elles expriment leurs attitudes et leurs croyances dans d’autres formes de vie, animales ou végétales ”. Cette appréciation de la culture (et de sa diversité d’expressions) à travers le temps et l’espace peut constituer une base pour le développement durable. Concrètement, les Vietnamiens ont divulgué le paradigme de la culture pour le développement à partir de Notre diversité créatrice. “Le développement séparé de son contexte humain ou culturel est un développement sans âme. Le développement économique à son zénith fait partie d’une culture des personnes...À la différence de l’environnement physique, où nous n’osons pas perfectionner ce que la nature nous offre, la culture est la source de notre progrès et de notre créativité ”.

La préservation du patrimoine matériel et la protection des valeurs du patrimoine immatériel se sont avérées fondamentales pour le développement d’une approche stratégique de participation de la communauté, dans le cadre d’une éthique de conservation holistique qui contribue au paradigme naissant du développement culturel durable.

En l’an 2000, les gouvernements provinciaux et locaux de la province de Quang Ninh, en particulier des zones de la baie de Ha Long, se sont unis pour affronter le défi de concilier deux principes non négociables dans un pays qui tente d’atteindre les Objectifs de développement du Millénaire. La conservation n’est pas négociable. Le développement de la communauté non plus. Il fallait explorer le chemin à suivre. La méthodologie fut développée en intégrant les deux principes est le développement culturel durable. Il s’agit du commencement d’un projet en cours qui n’a pas de fin, comme cela est le cas avec toute culture vivante et organique dans des projets de développement : l’Écomusée de Ha Long, qui informe d’une douzaine de projets-pilote, y compris le Centre Culturel Flottant Cua Van, le premier espace mondial de ce type en mer.

En octobre 2006, le Premier Ministre du Vietnam fut tellement impressionné par la capacité et les résultats du projet, qu’il inscrivit l’Écomusée de Ha Long dans la liste des Musées Nationaux du Vietnam.

La baie de Ha Long, la ville de Ha Long et la partie de la province de Quang Ninh qui l’entoure est une zone en proie à une croissance économique et urbaine rapide. Quang Ninh, dont la population s’élève à plus d’un million d’habitants, forme, avec Hai Phong et Hanoï, un grand triangle avec une population dense et une activité économique en croissance rapide. La principale zone de mines de charbon du Vietnam, avec des réserves qui dépassent les huit milliards de tonnes, est située au bord même de la baie ; de ces mines sont extraites de grandes quantités de pierre à chaux, de caolin, d’argile et de sable pour alimenter une industrie importante de matériaux de construction. La baie est traversée par de grands navires marchands qui se dirigent aux deux grands ports de Hai Phong et Cai Lan. Ceux-ci et cinq autres ports plus petits, sont prestataires de services pour le commerce à l’exportation, dont la croissance devrait être multipliée par quatre, selon les prévisions, durant la prochaine décennie. La propre baie alimente une importante industrie de pêche et attire un grand nombre de touristes.

Le nombre de visiteurs entre 1994 et 2007 s'est élevé de 120.000 à près de 2,1 millions. Si ce taux de croissance se maintient, ces municipalités attireront plus de 3 millions de touristes nationaux et étrangers par an en l'an 2020. La reconstruction continue de l'économie vietnamienne, dans la ligne du processus de réforme déjà entamé en 1986 et conçu pour mener le pays vers une économie plus tournée vers le marché, montre déjà son efficacité dans l'éradication de la pauvreté et dans l'amélioration de la qualité de vie des Vietnamiens. Un grand nombre de nouvelles usines, de zones industrielles et de zones franches ont commencé à fonctionner ces dernières années. Grâce à la participation croissante du secteur privé et à l'ouverture progressive des marchés, l'accentuation de l'activité commerciale dans la zone de Ha Long est entrain d'exercer une pression accrue sur l'environnement et les écosystèmes fragiles de la baie.

L'augmentation de l'activité commerciale, la restructuration, l'urbanisation et l'augmentation des revenus disponibles pour un nombre croissant de personnes, a provoqué une recrudescence des problèmes sociaux et exercé une pression sur la culture et les valeurs de la population de la ville de Ha Long et ses environs. Une exposition accrue aux marchés internationaux a entraîné des fluctuations et des changements dans l'emploi local et élargi la brèche entre ceux qui ont bénéficié de cette situation et ceux qui n'ont pas pu profiter des nouvelles opportunités. Conscients du risque d'un développement incontrôlé et non coordonné, les pouvoirs locaux et provinciaux se sont mis d'accord pour développer un "Plan maître pour le développement de la baie de Ha Long d'ici à 2020". Ce plan offre un cadre de planification coordonnée pour gérer le développement qui pourrait affecter la baie. Toutefois, pour le moment et dans un avenir immédiat, une grande partie des activités précédentes entrent en conflit avec les efforts visant à gérer le développement durable des ressources marines et les valeurs universelles caractéristiques de la baie de Ha Long comme zone de patrimoine mondial. Comme exemples illustrant clairement ces conflits directs, nous avons le nombre croissant de touristes et l'augmentation de la demande correspondante d'accès aux grottes, l'expansion des embarcations commerciales et des bateaux de touristes, les méthodes de pêche illégales et les mines de charbon. Ces activités, telles qu'elles sont gérées actuellement, sont incompatibles avec la conservation de l'environnement de la baie, la biodiversité et les richesses du paysage.

L'intervention la plus importante réalisée par les groupes intéressés de la communauté locale est la réclamation du contrôle sur leurs valeurs culturelles à travers l'Écomusée de Ha Long, un projet qui unit les personnes à leur patrimoine.

Le Gouvernement vietnamien et le Comité Populaire Provincial de Quang Ninh ont mis en place un cadre légal destiné à réguler les activités de la baie et son intérieur. Des conditions environnementales ont été établies pour le fonctionnement des activités industrielles, ainsi que des normes de sécurité et d'hygiène pour les activités touristiques et de transport. Grâce à l'étroite collaboration avec la ville de Ha Long et d'autres municipalités de la région, la gestion étudie activement des mesures pour contrôler et réduire la menace pour l'environnement que représentent la pollution atmosphérique et la contamination de l'eau de la baie avec des résidus solides, liquides et gazeux. Une approche intégrée a donc été conçue pour permettre la coopération et la coordination entre tous les départements locaux et les organismes municipaux.

L'intervention la plus importante réalisée par les groupes intéressés de la communauté locale est la réclamation du contrôle sur leurs valeurs culturelles à travers l'Écomusée de Ha Long, un projet qui unit les personnes à leur patrimoine. Alors que le modèle de patrimoine externe implique une dichotomie entre le naturel et le culturel, en validant le naturel pour la reconnaissance des valeurs du patrimoine mondial, le processus d'auto-renforcement du pouvoir local à travers l'Écomusée a été capable d'établir une approche holistique de l'environnement, en défiant l'imposition d'une condition externe sur les valeurs locales.

Le concept de systèmes intégrés ou Écomusée envisage toute la baie et son intérieur comme un musée vivant et utilise pour sa gestion une approche "interprétative". La gestion interprétative voit que les éléments et les processus de la baie et de l'intérieur de la province de Quang Ninh interagissent en permanence entre eux, dans un équilibre en évolution constante. À travers une recherche et une supervision intenses, les travailleurs rattachés au patrimoine cherchent à "interpréter" ce qui arrive à cet équilibre et réalisent des interventions soigneusement planifiées pour changer l'équilibre des éléments en cas de nécessité. Une caractéristique importante de cette approche est qu'elle envisage l'activité humaine, passée et présente, comme un élément fondamental des ressources environnementales. La culture, l'histoire, les traditions et les activités de la population humaine de la baie et de ses environs font partie du patrimoine au même titre que les grottes et les plantes des îles, et interagissent continuellement avec elle.

Les écosystèmes humains et naturels sont interdépendants.

L'Écomusée assume que tout écosystème humain et naturel est vivant et développe des organismes qui ne peuvent être "préservés" dans un état déterminé isolé, et que les écosystèmes humains et naturels sont interdépendants. L'objectif final de la conservation est le développement durable de tous les aspects de la province. Par ailleurs, l'Écomusée, en tant que projet-pilote national, est en train de produire des effets multiplicateurs non seulement au Vietnam mais aussi en Thaïlande, au Cambodge, aux Philippines, en Corée du Sud, en Chine et en Australie.

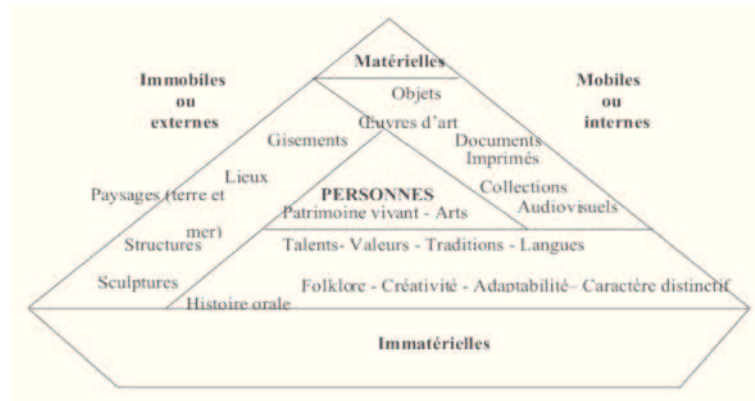
Dans des sociétés engagées vis-à-vis des principes de l'inclusion, les organisations locales sont des mécanismes critiques pour la promotion, la création de réseaux, la recherche axée sur les personnes et le développement contrôlé des infrastructures localement efficaces. Tout en encourageant l'inclusivité, les réseaux communautaires permettent d'obtenir de meilleurs résultats économiques (Galla, 1995)

<p>PROMOTION</p> <ul style="list-style-type: none"> • Promotion de l'intérêt des partenaires pour le développement culturel • Accès du musée aux organisations intergouvernementales et des organisations internationales non gouvernementales (OIG/OING) • Utilisation des ressources l'éducation dans le patrimoine dans différentes langues • Formation de lobbies pour faire pression sur les organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux pour des problèmes critiques : par exemple, prévention du trafic illicite de biens culturels ; promotion de la diversité culturelle, etc. • Promotion des principes de participation par les partenaires • Pratiques du patrimoine et pratiques muséales postcoloniales basées sur la communauté 	<p>RÉSEAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partage des ressources humaines et des infrastructures • Amélioration des voies de communication à travers des bulletins d'information, ateliers, forums, supports numériques et symposiums • Travailler dans le sens de la pratique culturelle équitable • Former des partenariats stratégiques • Éviter des cooptations d'un seul membre et la marginalisation au sein de conseils et de comités • Fournir des mécanismes de soutien aux membres délégués dans des organismes qui rédigent les politiques • Articuler les réseaux régionaux, nationaux et étatiques avec les organismes internationaux
<p>RECHERCHE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Permettre le contrôle culturel et le copyright • Maintenir des normes éthiques et négociées pour la pratique et la recherche professionnelle • Consultation, participation et négociation • Diversité linguistique • Aspects relatifs au genre, à la jeunesse et au troisième âge • Aspects environnementaux et développement durable • Liaisons régionales (par exemple, Pacifique-Asie) • Contributions aux documents d'orientation des OIG et OING • Intégration du patrimoine matériel et immatériel 	<p>RESSOURCES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès au développement d'infrastructures • Faciliter la formation • Encourager le financement ; obtention de fonds • Utilisation et développement de centres de ressources ayant un siège régional • Promotion du soutien corporatif pour le parrainage, etc. • Exploiter au maximum les ressources disponibles par le biais de la coopération et de la coordination

Une planification locale intégrée est fondée sur un paradigme holistique et se développe nécessairement avec une approche participative. Comprendre les valeurs d'un point de vue contextuel et localiser la culture dans le développement durable exige des approches intégrées sur les ressources matérielles et immatérielles, comme l'illustre le diagramme suivant (Galla, 1993).

Une planification locale intégrée est fondée sur un paradigme holistique et se développe nécessairement avec une approche participative.

REPRÉSENTATION HOLISTIQUE DES RESSOURCES CULTURELLES ET DU PATRIMOINE



Dans des projets de transformation récents, les plans d'action ont été mis en œuvre à travers des planifications locales intégrées, à travers des méthodologies participatives menées par la communauté. On considère comme planification locale intégrée, la planification qui utilise une approche basée sur la communauté et qui intègre ressources et prestation de services, au sein d'une localité déterminée et pour une communauté spécifique. Une planification locale intégrée peut miser sur l'interrelation entre quelques organismes et leurs programmes ou se concentrer sur un seul programme. Elle peut être intégrée à l'aménagement territorial ou être axée uniquement sur des questions de planification culturelle ou de planification sociale. La planification locale intégrée peut être gérée à travers des zones plus étendues, comme les districts, en combinant une série de plans locaux en un seul projet de planification.

L'objectif est de contribuer à la création d'une communauté plus efficace, en renforçant la capacité d'action locale.

Les approches de planification adoptées impliquent la participation totale de la communauté locale, se servent des expériences et des compétences locales, et assurent le renforcement du pouvoir de la communauté locale à travers le développement et l'implantation du plan. Dans le développement d'un plan basé sur la communauté, la priorité est donnée aux opportunités qui incluent des stratégies visant à renforcer le pouvoir des communautés locales et à satisfaire leurs propres nécessités. L'objectif est de contribuer à la création d'une communauté plus efficace, en renforçant la capacité d'action locale. Le modèle de renforcement du pouvoir, ou capacitation, utilisé dans ces initiatives pour la planification locale :

- Reconnaît que la population locale est bien placée pour savoir ce dont elle a besoin
- Reconnaît que les valeurs et les priorités varient d'un endroit à un autre
- Localise stratégiquement les ressources pour que la population locale puisse bénéficier au maximum de l'accès à ces ressources
- Offre à la population locale des moyens pour satisfaire ses propres besoins
- Offre aux communautés locales le contrôle sur les ressources
- Développe les capacités de gestion de la communauté locale

Les exemples de projets récents dans le Pacifique et en Asie exigent des changements dans le type d'approche à l'intégration de la culture dans le développement. Les modèles d'interaction dans la participation de la communauté suivants offrent une vision générale des transformations qui s'avèrent nécessaires. Le modèle I est le plus connu de la plupart des gens. Il s'agit d'un modèle unidirectionnel avec une participation très limitée du peuple. Le modèle II gagne peu à peu en popularité et de nombreuses démonstrations nous permettent d'observer ses potentialités. Le modèle III est toutefois celui qui nous pose le plus grand défi puisqu'il requiert un changement de mentalité dans la manière de conceptualiser, de comprendre et de mettre en pratique la conservation du patrimoine (Galla, 2008).

MODÈLE DE PARTICIPATION

Thème du projet	Modèle I – Participation comme consultation	Modèle II – Participation comme partenariat stratégique	Modèle III - Participation comme action culturelle de la communauté
Qui démarre le projet ?	Habituellement un chercheur/spécialiste externe	Un spécialiste de la communauté ou le chercheur/spécialiste externe	Un spécialiste culturel/les anciens/les conservateurs/les activistes de la communauté
Dans quelle mesure la communauté participe-t-elle ?	Les membres ou groupes de la communauté sont les informateurs	Les membres ou groupes de la communauté collaborent au développement et aux résultats du projet	Développement et contrôle culturel de la communauté
Dans quelle mesure la communauté s'implique-t-elle ?	Son implication se termine habituellement lorsque le professionnel reçoit la quantité d'information nécessaire. Se caractérise par la limitation à l'étape d'implication initiale	L'implication de la communauté est constante, depuis l'étape de planification jusqu'aux étapes d'implantation et d'évaluation. Permet à la communauté d'assumer un rôle pour la prise de décisions en commun.	Le contrôle de la communauté aboutit à un leadership et à une « revendication » culturels constants de la communauté
Où résident les connaissances ?	L'expertise réside dans l'organisme externe, qui est compétent et détient les connaissances.	Les connaissances proviennent aussi bien de professionnels que de la communauté ⇒ partage du pouvoir.	Les connaissances appartiennent aux valeurs et au patrimoine culturels communs de la communauté.
Quelle est la nature du flux d'information et de la communication sur le patrimoine ?	Sens unique : de la communauté vers les professionnels externes	Tous les participants génèrent des informations et contribuent au développement commun du projet ; le flux d'information se produit entre tous les participants	Information basée sur la communauté de génération en génération, avec le renforcement de l'estime de soi culturelle et la continuité de la culture et du patrimoine
Le processus renforce-t-il le pouvoir ?	La communauté n'a pas de pouvoir	La communauté a la pouvoir de participer au courant dominant (<i>mainstream</i>) des débats	La communauté est capable de poursuivre le courant dominant (<i>mainstream</i>) des débats à travers l'auto-renforcement du pouvoir.
Patrimoine immatériel	La Première Voix est écartée, voire passée sous silence	Espace pour articuler la Première Voix	La Première Voix montre le chemin à suivre

Durant les deux dernières décennies en particulier, nous avons vu comment les politiques culturelles sont passées d'être une construction hégémonique du "premier monde" à une pratique post-coloniale inclusive, qui a produit un discours culturel transformateur. Dans ce processus, l'approche fondée sur le patrimoine immatériel a gagné une légitimité complète, et aujourd'hui elle a une importance équivalente ou supérieure à l'approche longtemps établie du patrimoine physique. Ceci a représenté un défi pour le travail de l' "establishment" associé à la gestion du patrimoine, qu'il s'agisse d'institutions, d'organismes ou de professionnels du secteur.

Références

Appadurai, Arjun, (2000) 'Grassroots Globalisation and the Research Imagination', *Public Culture*, Volume. 12, No.1, pp.1-19.

Galla, Amareswar, *Ethno Cultural Profile and Community Development in a Multicultural ACT*, Australia Council for the Arts and the Ethnic Communities Council of the ACT Inc.

Our Creative Diversity, (1995) *Report of the World Commission on Culture and Development*, UNESCO, Paris.

Galla, Amareswar, (1993) *Heritage Curricula and Cultural Diversity*, Office of Multicultural Affairs, Prime Minister and Cabinet, AGPS, Canberra.

Galla, Amareswar, (2008) 'The First Voice in Heritage Conservation', *International Journal of Intangible Heritage*, Volume 3, June 2008, pp.1-17.

Développement, culture et le Fonds pour la réussite des objectifs du millénaire

Jose Antonio González Mancebo

Expert en coopération internationale pour le développement et les politiques sociales. M. González Mancebo travaille aux Nations unies à New York au sein de l'équipe directrice du secrétariat du MDGF

La reconnaissance de la diversité culturelle et la multiplication des opportunités pour augmenter les libertés culturelles sont un élément constitutif et un objectif essentiel du développement ; cela a été confirmé explicitement dans le rapport du développement humain de l'année 2004 dans le cadre du programme des Nations unies pour le développement (PNUD) qui a inclus pour la première fois une étude sur le droit à la diversité et à l'identité culturelle comme droit humain.

La culture fait partie de l'agenda du développement. La coopération culturelle a un impact évident en terme d'amélioration de la qualité de vie des citoyens. Le chemin est encore long en ce qui concerne l'approfondissement et la mise en valeur de l'ensemble du potentiel du rapport entre culture et développement, mais les vieux clichés sur l'intangibilité des résultats ne sont plus valables. Dans une vision intégrale de la lutte contre la pauvreté, rien n'est plus équivoque que de nier le lien direct qui existe avec l'exclusion pour des raisons culturelles qui en sont l'origine. Il est également erroné de sous-estimer ou de ne pas profiter des possibilités offertes par les politiques et la valeur substantielle apportée par les actions culturelles afin de progresser dans le développement humain.

Le chemin est encore long en ce qui concerne l'approfondissement et la mise en valeur de l'ensemble du potentiel du rapport entre culture et développement.

Sur les traces de nombreux auteurs, je tenterai ici d'approfondir la relation existante entre développement et culture en soulignant la présence pas toujours exprimée mais perceptible de la culture dans la déclaration du millénaire. Je tenterai par conséquent de mettre en évidence le fait que cet élément est déjà bien mis en pratique à travers les instruments et programmes directement liés à la réussite de ses objectifs et cibles ; par exemple, le Fonds pour la réussite des objectifs du millénaire Espagne - Nations unies réalise un effort évident en matière de budget afin de garantir l'utilité et la qualité des interventions culturelles pour le développement en innovant et en améliorant même le processus sur la base de l'expérience.

Une première approche de ces questions nous oblige à nous poser une question : quelle définition de la pauvreté et en faveur de quel modèle de développement la culture joue-t-elle un rôle essentiel comme référence, et la coopération culturelle offre-t-elle tout son potentiel ?

Il est difficile de donner une définition simple à la condition de « pauvre ». Il est évident qu'être pauvre cela signifie ne pas atteindre un niveau de revenus ou d'accès aux aliments qui soit stable et suffisant pour la survie. Cependant, la pauvreté existe également lorsque la condition du genre, de l'ethnie ou l'absence de canaux de participation aux espaces publics constituent des éléments de discrimination et d'exclusion économique et sociale et d'inégalité des chances ; ou lorsque les barrières géographiques ou linguistiques empêchent l'accès aux services de base en eau, en assainissement, en santé ou en éducation. Il semble évident qu'on est pauvre lorsqu'on manque de quelque chose d'essentiel pour se réaliser en qualité d'être humain et on se trouve ainsi en situation de vulnérabilité, lorsqu'on est le sujet passif de l'absence ou des limites des droits et des opportunités de manière individuelle ou collective, dans le présent ou avec des effets différés dans le futur.

Dans une vision intégrale de la lutte contre la pauvreté, rien n'est plus équivoque que de nier le lien direct avec l'exclusion pour des raisons culturelles.

En parallèle avec les multiples aspects de la pauvreté, et du point de vue du prix Nobel Amartya Sen, on peut affirmer qu'il existe un droit individuel et collectif au développement humain qui est respecté lorsque les opportunités et les capacités politiques, économiques, sociales ou culturelles augmentent afin d'atteindre et de maintenir une vie digne comme personnes et comme peuples. Cette vision multidimensionnelle du développement et l'effort de solidarité requis doivent se projeter de manière intergénérationnelle, à travers la préservation de notre milieu naturel. Il faut les consolider avec l'inclusion et le dialogue en essayant de préserver les valeurs publiques globales comme la paix, la liberté, la sécurité et le respect de la diversité culturelle.

Les humains sont des sujets actifs du développement qui exercent des droits et assument des responsabilités ; la garantie, la protection et la promotion de ces droits sont donc une obligation corrélative des gouvernements et des partenaires sociaux qui doivent répondre sans excuses à la globalisation de la solidarité en faisant face à toutes les origines des situations de pauvreté. En réponse aux échecs en matière de réduction des inégalités des politiques de type « économiciste » qui se basaient sur l'accès général à des niveaux supérieurs de développement et les logiques de croissance des revenus nationaux et individuels, tout le monde sait que la progression dans ce type de modèle d'existence et de vie commune requiert la conservation en même temps de politiques publiques complémentaires à caractère international, national et local, orientées vers les différents domaines et objectifs du développement, incluant les efforts gouvernementaux et non gouvernementaux visant à atteindre les résultats attendus à chaque étape de processus à moyen et à long terme.

Il faut également définir les résultats minimums attendus à chaque étape afin de garantir un dénominateur commun à l'orientation des politiques et des ressources et une évaluation partagée des progrès généraux concernant le développement pour les personnes et qui sont dérivés des effets des actions menées. D'où la fonction de référence fondamentale de l'Agenda du développement que nous sommes nombreux à attribuer à la déclaration du millénaire qui offre un cadre clair des objectifs mesurables.

Revenons-en à présent à la culture. Pour se rapprocher de la définition de l'UNESCO (1982), on peut la définir comme « l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social [et qui] englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances ». Le respect du droit de conserver et de manifester cette identité est la condition nécessaire et fait partie de cette vision globale du développement exposée.

Le développement ne requiert pas une homogénéisation mais une intégration du respect de la diversité culturelle aux politiques publiques, et sa libre expression, et son exercice dans un contexte d'équilibre avec l'exercice des autres droits individuels et de reconnaissance de l'existence des autres cultures ainsi que la valeur du dialogue et la vie commune avec elles. En pratique, toute intervention de coopération pour le développement paraît peu faisable et durable sans la volonté d'appropriation des bénéficiaires et sans les méthodes et les codes les identifiant.

Le développement ne requiert pas une homogénéisation mais une intégration du respect de la diversité culturelle aux politiques publiques.

Il faut également souligner l'importance des politiques et des actions visant à favoriser la connaissance mutuelle et l'échange culturel qui constituent un élément déterminant de la prévention des conflits sociaux et belliqueux ou de la récupération de la vie commune postérieure à ceux-ci ; ils tissent donc une culture de paix indispensable pour le développement.

De même, il faut souligner l'importance prépondérante du renforcement institutionnel de la politique culturelle elle-même et des capacités de gestion culturelle. Des politiques et programmes culturels orientés vers la garantie de l'accès universel aux biens et services culturels favorisent la constitution d'un esprit critique (et la formation de la conscience responsable des individus et des groupes) et contribuent à la promotion de la cohésion sociale.

Il faut ajouter à ces « plus values » de la paix et de la cohésion sociale, comme l'indiquerait le professeur Alfons Martinell (revue *Quorum*, printemps 2007), l'importance, sans vouloir être exhaustif, des autres valeurs attachées à la culture et qui favorisent le rapprochement du succès concernant les objectifs des autres politiques sectorielles de développement ou la réussite des objectifs et des cibles du millénaire. J'indiquerai donc au moins quatre domaines dans lesquels il existe une contribution directe de la culture au développement :

1. La valeur ajoutée de la culture pour l'économie à travers la génération de revenus liés à la créativité, aux effets directs sur l'élévation du niveau des revenus ou la génération des emplois dignes pour les jeunes et les femmes (ODM 1, 3 et 8).
2. La valeur ajoutée de la culture à la cohésion sociale par l'utilisation durable des espaces publics et du patrimoine culturel et naturel régénéré dans des programmes à initiative publique.

L'effet sur l'aménagement du territoire et urbain de ses programmes est important: ils poussent à l'adoption de mesures qui diminuent les impacts sur l'environnement ou encouragent le développement des services de base et les projets de logement digne (ODM 7). Les impacts de ces actions en matière de genre sont évidents aussi, puisqu'ils permettent de multiplier les espaces publics inclusifs pour les femmes et ont une incidence sur la diminution de la violence.

Il ne faut pas oublier l'augmentation de l'activité économique et l'augmentation des revenus qui sont liées à ces réaménagements (ODM 1 et 8).

3. L'impact indirect sur le développement d'un tourisme culturel (qui soit durable du point de vue environnemental), avec la génération de revenus et d'emplois, et la multiplication des opportunités pour les jeunes et les femmes (ODM 1, 3 et 8).
4. La valeur ajoutée de la culture pour construire une citoyenneté participative et capable d'exercer ses droits, et de tirer profit des services sociaux de base, avec le renforcement de l'éducation non officielle et l'accès aux nouvelles technologies, à partir de centres et d'espaces de rencontre culturels, ou des moyens de communication alternative comme les radios ou les télévisions locales (ODM 2, 3, 4, 5 et 8).

Le développement a besoin de la culture. Comme nous l'avons indiqué auparavant, des programmes et des budgets réservés à cet effet sont nécessaires. La politique internationale de coopération pour le développement a besoin des instruments spécifiques comme celui qui est décrit ci-après.

Le Fonds pour la réussite des objectifs du millénaire

Le Fonds pour la réussite des objectifs du millénaire, plus connu sous le sigle de MDGF en anglais, a été créé suite à un accord signé en décembre 2006 entre le gouvernement d'Espagne et les Nations unies, représenté par le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) qui exerce des fonctions d'administrateur. Le Fonds a pour objectif de contribuer à la réussite des objectifs du millénaire en renforçant le leadership local du développement et en misant sur la qualité des interventions de coopération qu'il encourage et sur la participation des intervenants publics et privés dans le cadre des principes des déclarations du millénaire et de Paris et de l'Agenda de Accra.

Le Fonds pour la réussite des objectifs du millénaire a été créé suite à un accord signé en décembre 2006 entre le gouvernement d'Espagne et les Nations unies.

Le Fonds opère au niveau national et ses actions sont intégrées aux plans nationaux de développement. Le processus est lancé par un appel public pour la présentation de programmes conjoints agréés par le coordinateur résidant du système des Nations unies et la représentation du Gouvernement national. Il existe 59 pays éligibles et huit zones sectorielles de travail ou « fenêtres » :

- Égalité des genres et autonomie de la femme
- Environnement et changement climatique
- Culture et développement
- Gouvernance économique démocratique
- Jeunesse, emploi et migration
- Construction de la paix
- Enfance, sécurité alimentaire et nutrition
- Développement et secteur privé.

Des termes de référence ont été définis pour chaque fenêtre afin d'orienter les propositions. Les propositions ont été évaluées sur la base de critères de qualité technique par un comité de douze experts constitué à parts égales de professionnels indépendants et du système des Nations unies. Le comité est coordonné par un directeur issu de l'une des agences les plus liées au secteur correspondant au thème. À ce jour, l'attribution des 700 millions de dollars du budget a été réalisée avec l'approbation de 129 programmes conjoints dans 49 pays.

Pour les termes de référence et pour les critères d'évaluation, les éléments les plus importants sont :

- L'orientation vers les résultats dont les impacts peuvent être évalués quant à l'amélioration des conditions de vie des groupes cibles.
- Le renforcement des politiques publiques et des réseaux dans la société civile dans une logique d'encouragement de la cohésion sociale et de croissance en faveur des pauvres (doctrine « growth pro poor » du comité d'aide au développement de l'OCDE).
- Le respect de la diversité culturelle et l'égalité des genres.
- L'innovation.

Un effort de coopération est également requis pour le système des Nations unies, cohérent avec les directives de sa réforme, approuvées par l'Assemblée générale ; les agences participantes au programme doivent confirmer la valeur ajoutée par leur participation à la solution de la problématique identifiée et travailler ensemble.

Le Fonds s'est engagé dans la vision de la culture comme instrument très pratique pour atteindre les objectifs du millénaire.

Le Fonds s'est engagé dans la vision de la culture comme instrument très pratique pour atteindre les objectifs du millénaire et a ouvert une fenêtre spécifique de « Culture et développement » disposant de 95 millions de dollars et gérée par l'UNESCO qui offrait un large éventail de possibilités de travail dans le domaine des « plus values » de la culture mentionnées antérieurement. Cette fenêtre a reçu 50 propositions. 18 « Programmes Conjoints

» ont été approuvés avec une affectation par programme de 3 à 9 millions de dollars pour trois ans. Entre 2007 et 2008, son exécution a été lancée et le suivi annuel des résultats se fera chaque année pour déterminer le flux financier de l'année suivante. Il faut souligner que des missions sont menées en Afrique, en Amérique latine, en Asie, en Europe de l'Est et dans les pays arabes avec la possibilité d'échanger les expériences et de gérer les connaissances requises pour l'élaboration d'une banque de données des meilleures pratiques.

TABLEAU 1. TITRES DES 18 « PROGRAMMES CONJOINTS » QUI FONT PARTIE DE LA FENÊTRE « CULTURE ET DÉVELOPPEMENT »

	Titre du « Programme Conjoint »	Budget	Situation
Albanie	Vers la transformation culturelle de l'Albanie : de l'isolement à la participation	3 260 000	Signé
Bosnie-Herzégovine	Amélioration de la compréhension culturelle en Bosnie Herzégovine	8 000 000	Signé
Cambodge	Programme de soutien aux industries créatives	3 300 000	Signé
Chine	Cadres des partenariats « culture et développement en Chine »	6 000 000	Signé
Costa Rica	Politiques interculturelles pour l'inclusion sociale et la génération d'opportunités	4 800 000	Signé
Équateur	Développement et diversité culturelle pour la réduction de la pauvreté et la promotion de l'inclusion sociale	5 500 000	Signé
Égypte	La dynamisation du site du patrimoine mondial de Dahshur : patrimoine culturel pour le développement de la communauté	3 095 000	Signé
Éthiopie	Utilisation de la diversité pour le développement durable et le changement social	5 000 000	Rédaction
Honduras	Créativité et identité culturelle pour le développement local	8 000 000	Signé
Mauritanie	Patrimoine, tradition et créativité pour le développement durable de la Mauritanie	7 500 000	Signé
Maroc	Patrimoine culturel et industries créatives comme véhicule pour le développement au Maroc	5 000 000	Signé
Mozambique	Renforcement des industries culturelles et créatives et des politiques d'inclusion au Mozambique	5 000 000	Signé
Namibie	Tourisme culturel durable en Namibie	6 000 000	Signé 1ère partie / 2e partie
Nicaragua	Récupération culturelle et développement de la créativité productive au Nicaragua	8 486 000	Signé
Territoires Palestiniens	Culture et développement sur les territoires palestiniens occupés	3 000 000	Signé
Sénégal	Promotion des initiatives et des industries culturelles au Sénégal	6 500 000	Signé
Turquie	Partenariats pour le tourisme culturel (ATC) en Anatolie orientale	3 800 000	Signé
Uruguay	Renforcement des industries culturelles et amélioration de l'accès aux biens et services culturels en Uruguay	3 370 000	Signé
TOTAL – Tous les programmes conjoints		95 611 000	

Source : Fonds pour la réussite des objectifs du millénaire, http://www.undp.org/mdgf/culture_jp.shtml

Bien plus importante encore, la culture est présente dans l'ensemble des fenêtres du Fonds qui considèrent la diversité culturelle comme une référence mais incluent également les produits, les activités et les budgets pour la rédaction des programmes constituant une coopération culturelle pour le développement. Pour donner un exemple, de nombreux programmes dans les domaines des «Égalité des genres et autonomie de la femme», « Jeunesse, emploi et migration » ou les « Développement et secteur privé » proposent des interventions en rapport avec les industries culturelles et créatives.

Le recours aux mécanismes ou aux techniques traditionnelles de gouvernement participatif ou de gestion des territoires et des ressources naturelles est également présent dans des fenêtres comme «Gouvernance économique démocratique » ou « Environnement et changement climatique » ; dans la fenêtre « Construction de la paix » la prévention des conflits et le dialogue interculturel concentrent évidemment une grande partie des composants de chaque programme.

La culture est présente dans l'ensemble des fenêtres du Fonds.

Une description exhaustive des différentes lignes d'intervention proposées dans les programmes conjoints sort des possibilités de cet article, mais je tenterai d'énumérer ci-dessous celles qui reviennent le plus et qui sont les plus significatives :

- Orientation vers les minorités ethniques et les groupes sociaux des zones urbaines marginales.
- Actions visant à la consolidation du respect à la diversité et à la liberté culturelle, à travers les lois et les normes, et l'inclusion dans toutes les politiques sectorielles du Gouvernement, et de reconnaissance du rôle de la culture dans les plans nationaux de développement.
- Renforcement des institutions au niveau culturel de l'État, compatible avec la décentralisation et la participation sociale à la gestion : la systématisation des informations et des statistiques requises pour la prise de décisions, la formation du capital humain pour la gestion culturelle et l'inclusion de la culture aux plans de développement local et communautaire sont des stratégies que partagent de nombreux programmes.
- L'encouragement de la créativité et des industries culturelles et créatives à travers l'amélioration de la qualité des produits et la facilité d'accès aux marchés en portant un intérêt particulier à la participation des femmes et des jeunes, avec une orientation de la croissance en faveur des pauvres et du commerce équitable, tout cela avec une vision de redistribution de la richesse.
- Récupération pour l'utilisation sociale des espaces publics et du patrimoine culturel et naturel tangible et intangible souvent liée au développement d'un tourisme durable en ce qui concerne l'environnement et la culture.
- Création d'espaces culturels qui favorisent la cohésion sociale en facilitant la liberté d'expression culturelle et d'accès aux connaissances, qu'il s'agisse d'espaces physiques ou virtuels comme la radio communautaire ou les nouvelles technologies de la communication.

Pour conclure, il ne faut pas oublier la mesure des progrès concernant les processus et les résultats des améliorations de la qualité de vie pour les citoyens ou, ce qui revient au même, du mécanisme d'évaluation conçu par le Fonds non seulement comme un acte final mais également au cœur même du cycle de rédaction et de gestion du programme ; ainsi, la pratique de l'intégration des leçons apprises est permanente tout comme la configuration d'un système de gestion des connaissances basé sur les données fournies par les programmes et les processus de coordination des parties prenantes.

Je conclurai en transcrivant le paragraphe de l'expertise d'évaluation de l'une des propositions présentées à la fenêtre de « culture et développement » : « Il semble possible d'améliorer les détails concernant les liens de la proposition avec les objectifs et les cibles du millénaire. De même, l'analyse qui justifie l'intervention est une approche trop générale et approximative qui sépare l'approche liée à la culture de celle qui concerne le développement. Il est cependant crucial de soutenir par des données et des indicateurs objectivables (a) la problématique de faiblesse en terme d'institutionnalisation de la culture, et (b) les avantages mesurables, en terme de développement, d'adopter une stratégie visant à renforcer cette institutionnalisation. C'est également le cas lorsqu'il s'agit d'identifier la situation des personnes et des collectifs fixés pour lesquels l'exclusion culturelle est à l'origine de la pauvreté, et la mise en valeur des actifs de la culture peut générer des progrès substantiels pour leurs vies.

Une analyse plus précise est requise concernant les bénéficiaires potentiels, les zones géographiques d'intervention et les lignes de base permettant de caractériser la situation initiale et de pouvoir la comparer aux effets attendus du programme conjoint à travers la rédaction des indicateurs non seulement quantitatifs et concernant l'activité réalisée mais également qualitatifs et concernant l'impact ».

Le réaménagement d'une place publique n'a pas en soi un impact sur le développement. Ce qui est important ici, par exemple, c'est de savoir si cet espace nouveau rassemble des zones marginalisées et permet l'accès à des espaces publics par plus d'enfants et de femmes de manière sécurisée, ou si une opportunité de marché artisanal a été créée et améliore l'accès aux producteurs et aux commerçants. La mise en place d'ateliers de formation en gestion culturelle n'est pas une fin en soi, ce qui importe plus c'est l'impact dérivé de cette formation pour la conservation d'un patrimoine x ou les effets sur la vie des utilisateurs d'un centre culturel.

Il faudra sans aucun doute faire progresser la construction de certains indicateurs spécifiques plus adaptés à la mesure de l'impact de la culture sur le développement et probablement les exigences de la réalité du Fonds lui-même y contribueront ; cependant, la concrétisation de la rédaction des programmes de manière analogue à celui-ci et l'introduction des indicateurs dits classiques, fournissent un point de départ plus que raisonnable pour évaluer l'efficacité d'une intervention de sur « culture et développement ».

Atteindre les objectifs du millénaire pour le développement à travers la créativité au niveau local

Une introduction brève sur la culture et le développement local durable donnant une importance particulière aux synergies entre les secteurs public et privé.

**Nil Sismanyazici-Navaie avec la participation de
Pelin Yenigun-Dilek et Elif Ertem**

Arts for Global Development, Inc

Résumé

L'application locale des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ouvre de nouvelles perspectives pour faire face aux défis au niveau mondial mais également pour reconnaître les liens qui existent avec les défis au niveau local. Ce phénomène, appelé « glocalisation » est devenu une réalité et participe à l'évolution du rôle de la culture au niveau local et mondial. La plus grande mobilité de la population, l'accès aux informations et aux technologies de la communication et leur utilisation à partir de n'importe où dans le monde, l'apparition d'une génération « génèreuse » et le virage vers l'ère créative ont tous eu un impact (ou l'auront) sur la manière dont les objectifs du développement du millénaire sont atteints ainsi que l'ampleur de ces réussites et leur rapidité. Les approches intégrées, en particulier les collaborations publiques et privées qui incluent les arts et la culture au développement ont déjà présenté de multiples avantages pour les communautés en transition ou pour celles qui visent à conserver les mêmes niveaux de compétitivité et de durabilité.

Introduction

Aujourd'hui, des sociétés hybrides apparaissent en raison de la mobilité accrue des populations et des effets de la globalisation ; les mouvements au niveau local qui encouragent l'individualité des peuples acquièrent une importance supérieure à celle des tendances mondiales ; la fusion mène inévitablement au phénomène de la « glocalisation ». Ainsi, la *culture*, ce capital social, spirituel et intellectuel qui peut à la fois être complexe et rigide ou, au contraire, fluide et flexible, joue un rôle fondamental dans la réussite des objectifs concernant les progrès socioéconomiques et politiques à des échelles multiples.

La culture est un terme difficile à définir puisqu'il couvre effectivement tous les aspects de nos vies qui vont de notre style de vie jusqu'aux comportements et aux modes d'échanges sociaux acquis et transmis d'une génération à l'autre ainsi que toutes les normes, les institutions et les structures sociales sur lesquelles sont fondés les principes civils que ce soit au niveau local ou mondial et dans leur ensemble.¹ La *culture* est également constituée des différents éléments du secteur « créatif » qui incluent non seulement les atouts humains, institutionnels et physiques mais également une infinité de disciplines artistiques et d'activités commerciales interdépendantes qui vont de la publicité, l'architecture, le marché des arts et des antiquités, le tourisme culturel, l'artisanat, le design, la mode et les médias numériques jusqu'à la télévision, la radio, la musique, les jeux vidéo et les programmes informatiques, les arts dramatiques, l'édition, entre autres. Non seulement la culture transforme la société de la connaissance mais elle est également modifiée par celle-ci impose et exerçant une influence sur les institutions qui sont nécessaires pour garantir la qualité de vie de tous.

La culture, ce capital social, spirituel et intellectuel qui peut à la fois être complexe et rigide ou, au contraire, fluide et flexible, joue un rôle fondamental dans la réussite des objectifs

Les technologies de communication et d'information ont sans aucun doute joué un rôle prépondérant dans la mondialisation et la création de la conscience sociale « globale »²; de l'efficacité des applications gouvernementales électroniques qui permettent l'accès au secteur public jusqu'aux nouveaux médias sociaux tels que les blogs, les podcasts, les tweeters, et bien plus encore, qui ont permis à de nombreux individus courants qui ont accès aux médias numériques de devenir instantanément les défenseurs de causes humanitaires connues dans le monde entier. Même s'il est certain que des efforts sont faits pour tenter de réduire le fossé en matière de médias virtuels entre les communautés privilégiées et les plus défavorisées, le monde évolue de l'ère de l'information à l'ère créative pendant laquelle la créativité et la compréhension des cultures sont devenues des valeurs de base dans la vie de tous. L'ère créative donne la priorité à la créativité, à l'innovation, à l'imagination, à l'ingénuité et au talent productif des individus ; elle reconnaît les facteurs externes qui déterminent notre culture, met en valeur les différences culturelles et l'histoire de chaque peuple et tire profit de toutes les capacités créatives afin de construire des infrastructures, établir des entreprises durables en fonction du triple résultat (*triple bottom line*) et favoriser la croissance économique.

Cela fait déjà près de trois décennies que les économistes ont reconnu l'importance du facteur humain dans le développement et que certaines organisations internationales comme l'UNESCO ont adopté une vision holistique de la culture et des aspects sociaux et économiques. Il y a environ une décennie, les leaders mondiaux ont identifié les objectifs du millénaire pour le développement qui donnaient la priorité au développement humain et qui devaient être réalisés avant 2015. Lorsque les leaders des gouvernements des différents pays se sont engagés en 2000, ces objectifs globaux ont ensuite été oubliés car ils étaient peu pris en compte au niveau local. La plupart des gouvernements locaux ont dû faire face à leurs défis internes sans bénéficier de dialogue majeur avec leurs gouvernements centraux ni du soutien des leaders nationaux ou internationaux. Ainsi, l'application au niveau local des objectifs du millénaire pour le développement ne s'est pas encore produite à l'échelle prévue par les experts en développement et les parties prenantes respectives.

1 Sismanyazici Navaie, N. 2004, 'Societal Arts Marketing : A Multicultural, Interdisciplinary and International Perspective' in Kerrigan, F., Fraser, P., and Özbilgin, M. (eds) Arts Marketing, Elsevier Butterworth-Heinemann, Oxford.

2 Trend Watching February 2009, Trend Briefings. Site web : <http://www.trendwatching.com/trends/pdf/trendwatching%202009-02%20GENERATION%20G.pdf>

L'application au niveau local des objectifs du millénaire pour le développement ne s'est pas encore produite à l'échelle prévue par les experts en développement et les parties prenantes respectives.

Cet article vise à traiter brièvement des composants créatifs et artistiques de la culture qui peuvent être très utiles à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement, en particulier pour lutter contre la pauvreté et mettre des changements positifs au niveau local. Il concerne également une série de tactiques clés qui visent à renforcer le rôle des gouvernements locaux dans le processus de développement socioéconomique à travers la « créativité ».

Les objectifs du millénaire pour le développement et la culture : des solutions créatives aux défis socio-économiques

Les objectifs du millénaire pour le développement visent principalement à éliminer la pauvreté extrême ; éliminer la pauvreté pour en finir avec la faim, fournir une éducation universelle, encourager l'égalité des sexes, permettre une bonne santé des enfants et des mères, combattre le VIH/le SIDA, créer la durabilité environnementale et approfondir les partenariats globaux. Selon le rapport 2008 des Nations unies sur les objectifs du millénaire pour le développement³, des résultats significatifs ont déjà été obtenus dans de nombreux domaines grâce à la volonté politique et aux investissements ciblés ; cependant, les conflits permanents, la hausse des prix de la nourriture et la crise financière actuelle qui touche le monde entier a entraîné l'appauvrissement de nombreux secteurs.

300 millions de personnes vivent avec moins d'1 dollar par jour, près de deux femmes sur trois réalise des travaux non rémunérés dans les pays en voie de développement, près de 7 500 personnes sont quotidiennement infectées par le VIH et 5 500 meurent du SIDA chaque jour. En outre, presque un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et la probabilité de mortalité d'un enfant pendant ces cinq premières années de vie est 13 fois supérieure dans les pays en voie de développement que dans les pays industrialisés. *Pourquoi les gouvernements locaux, et plus précisément dans les pays en voie de développement, prendraient en compte la culture comme option complémentaire visant à mettre en place un développement durable ?*

L'analyse de la culture en même temps que l'environnement est essentielle pour comprendre quelles sont les barrières qui s'opposent au développement. Lorsqu'on aborde le développement, on ne peut pas oublier les stratégies correspondantes au mode de pensée, de vie, de production et de communication. Tout au long de l'histoire, les gens ont créé et ont utilisé des méthodes basées sur la culture pour explorer les nouvelles façons ou les meilleures manières de penser, de vivre, de produire et de communiquer.

3 UN Department of Economic and Social Affairs (DESA) 2008, The Millennium Development Goals Report.

Même si « *toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent* »⁴ la culture n'a pas été identifiée comme étant l'un des principaux objectifs du millénaire pour le développement. Les débats ont déjà été nombreux pour déterminer si le développement culturel doit être considéré, peut-être, comme étant l'objectif numéro 9. Tout au long de l'histoire, les leaders mondiaux ont toujours souligné l'importance des arts et de la culture pour définir la richesse d'une nation et contribuer à la construction des civilisations. Malgré tout, la culture a tout récemment été reconnue comme faisant partie intégrale de tous les objectifs du millénaire pour le développement.⁵ Même s'ils en sont à leurs débuts, les investissements dans le développement culturel (dans la culture mais pas uniquement pour la culture mais plutôt dans le cadre du développement), ont déjà permis des améliorations considérables en particulier au niveau local.

On sait depuis longtemps que les progrès artistiques et culturels créent des emplois, génèrent des revenus fiscaux et stimulent les économies à travers le tourisme et les achats des consommateurs tout en encourageant l'inclusion sociale, la diversité culturelle et le développement humain. Lorsque les zones urbaines disposent d'un potentiel en termes d'attractivité culturelle, elles attirent également d'autres entreprises encourageant l'investissement (y compris les initiatives relatives aux infrastructures, aux transports, à l'utilisation de l'eau, à la sécurité, à la gestion des déchets, à la santé, à l'éducation, à l'hôtellerie, etc.). Ainsi, les entreprises qui cherchent à augmenter leurs marges de compétitivité par exemple, choisissent des lieux où il est possible d'employer une main d'œuvre créative et de qualité.

Selon le *rapport 2008 du PNUD* sur l'économie créative, le secteur créatif fait partie des secteurs les plus dynamiques et prometteurs du commerce mondial. Les échanges de biens et services créatifs a augmenté à un rythme annuel moyen (sans précédent !) de 8,7% entre 2000 et 2005, et le taux de croissance des exportations a augmenté de 8,8% chaque année entre 1996 et 2005. Selon les premiers chiffres de la CNUCED (en anglais, UNCTAD), les exportations mondiales de produits créatifs dans toutes les régions et les groupes de pays étaient estimées à un montant de 424,4 milliards de dollars américains en 2005 par rapport aux 227,5 milliards de dollars américains de 1996. Selon les informations fournies par John Howkins, l'un des principaux experts sur la créativité et l'innovation, auteur (en 2001) de « *The Creative Economy* », les revenus issus de l'économie créative équivalaient, dans le monde, à 2 200 milliards de dollars américains en 2000, avec un taux de croissance annuel de 5%.⁶

Le rapport du PNUD reconnaît les différences existantes entre les pays développés et les pays en voie de développement ; elles concernent la participation dans le PIB des secteurs créatifs et les immenses avantages dont bénéficient les pays industrialisés en ce qui concerne les biens et services créatifs mais également la commercialisation limitée des produits culturels et le manque de ressources institutionnelles pour gérer les paiements et les encaissements relatifs aux droits d'auteur dans les pays en voie de développement. Il est important de comprendre les raisons qui expliquent ces différences, à l'origine du déséquilibre entre les pays développés et les pays en voie de développement. Il est difficile de comparer les pays en l'absence d'une

4 Déclaration universelle des droits de l'Homme, 1948, art. 27, Paris.

5 Osabutey, Phyllis D. 2008, 'Focus MDGs on culture, historic experience... Professor Hagan advocates'. The Ghanaian Chronicle, Article: Vol. 18 Edition No.:155 Site web : <http://db.ghanaian-chronicle.com/thestory.asp?id=5910> et The Ghanaian Times, National Commission on Culture Press Release, 'Workshop on Culture and MDGs Held', 26 May 2008. Site web : <http://www.ghanaculture.gov.gh/index1.php?linkid=65&archiveid=1244&page=1&adate=26/05/2008>

6 Rapport 2008 sur l'économie créative du PNUD

définition précise de la culture, des données, des instruments de mesure et du cadre opérationnel. Malheureusement, l'une des difficultés à laquelle doivent faire face les pays en voie de développement est la collecte des données statistiques concernant les indicateurs sociaux et culturels. Contrairement aux indicateurs macroéconomiques, les indicateurs sociaux et culturels sont souvent limités quant à leur contenu et ils sont diffusés avec énormément de retard⁷.

La taille des pays, les chiffres des populations défavorisées, le niveau de pouvoir et les capacités de leur capital humain, les ressources naturelles et culturelles existantes, l'infrastructure et autres ont un impact sur le rôle de la culture et sur la vitesse et la portée du développement en général. Il est évident que le type et le niveau des investissements dans la culture et la rentabilité prévue varient en fonction des entités locales et ils varient s'il s'agit d'un petit village africain ou d'un site métropolitain et urbain des États-Unis. Aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale vit dans des zones urbaines car les difficultés de la vie en milieu rural ont encouragé la migration vers les villes et les cités. Cela n'a pourtant pas aidé les individus issus de l'immigration ni les habitants originaires des villes à échapper à la spirale de la pauvreté ou à mieux progresser vers les objectifs du millénaire pour le développement. Le manque d'aménagement urbain ou ses limites, et les ressources réduites ont placé de nombreuses populations urbaines des régions en voie de développement dans des situations de pauvreté absolue et remplies de problèmes.

Que peuvent donc faire les gouvernements locaux ?

Le Centre pour les Bonnes Pratiques (*Center for Best Practices*) de l'association nationale [américaine] de gouverneurs a récemment publié « *Art and the Economy : Using Arts and Culture to Stimulate State Economic Development Report* »,⁸ qui propose des stratégies aux leaders des États pour aider à comprendre le rôle de la culture dans la revitalisation de leurs circonscriptions (annexe 1). Même si le rapport examine la situation du point de vue nord-américain⁹ ; les villes, les municipalités ou toute autre structure politique locale dans un pays développé ou en voie de développement peuvent mettre ces stratégies en pratique. Une approche similaire a également été décrite en détails dans le rapport 2008 sur l'économie créative du PNUD. Le paragraphe ci-dessous mentionne brièvement certaines des étapes qui peuvent aider les gouvernements locaux à envisager la réalisation d'investissements dans la culture pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement :

7 Pour le taux de capital social, on utilise des indicateurs tels que le nombre de médecins pour 100 000 habitants, de théâtres pour 100 000 personnes, de journaux pour 1 000 personnes, le pourcentage de personnes du sexe féminin scolarisées, le nombre d'ONG pour 1 000 personnes, le taux d'alphabétisation, le taux net d'immigration et la consommation électrique par personne.

8 National Governors Association Center for Best Practices 2009, *Art and the Economy: Using Arts and Culture to Stimulate State Economic Development Report*.

9 Aux États-Unis, les travailleurs du secteur de l'économie créative constituent environ 25% de la main-d'œuvre. Selon Americans for the Arts, dans tous les États-Unis, 2,98 millions de personnes travaillent pour 612 095 sociétés liées aux arts. Cela représente 2,2% des emplois nord-américains et 4,3% des sociétés. Une autre étude de American for the Arts dédiée uniquement au secteur artistique à but non lucratif indique que ce secteur génère 134 milliards de dollars américains en activités économiques chaque année, ce qui équivaut à 24,4 milliards de revenus fiscaux. Le secteur des sociétés artistiques à but non lucratif dans son ensemble propose 4,84 millions d'emplois à plein temps et 89,4 milliards de dollars américains de revenus des ménages. Voici un tableau qui présente principalement les chiffres relatifs à l'économie créative locale aux États-Unis. Ce tableau vise à présenter la population d'un État ou d'une ville nord-américaine, la taille de leur économie culturelle locale par rapport à la population d'un pays en voie de développement et son PIB. Dans un monde interdépendant et interconnecté comme le nôtre, il faut prendre en compte ces différences pour l'analyse de la concurrence mondiale, la croissance durable et juste, et l'évaluation du rôle joué par les investissements culturels sur le développement local. Ce tableau n'a pas pour objectif de comparer nécessairement la taille de la population à la taille et à la rapidité du développement mais de souligner le fossé considérable qui existe entre les investissements locaux dans un pays industriel par rapport aux pouvoirs économiques généraux d'un pays émergent.

A) IL EST IMPORTANT QUE LES DÉCIDEURS LOCAUX RECHERCHENT POUR COMPRENDRE EN QUOI CONSISTENT LES ENTREPRISES CRÉATIVES, OÙ ELLES SE TROUVENT, ET LA MANIÈRE DONT ELLES CONTRIBUENT À L'ÉCONOMIE.

- La cartographie permanente des atouts artistiques et culturels et leur inventaire permettra la mise en place de barèmes afin de mesurer leur durée de vie et leur efficacité, ainsi que leur impact à long terme dans une situation donnée. Aux États-Unis, une série d'outils interactifs en ligne a été conçue pour organiser ces informations y compris le Cultural Economic Development Online Tool (CEDOT) et le CultureCount (culturecount.org) qui recueillent les informations relatives au domaine des arts et de la culture. Ces outils et les conclusions tirées de leur application peuvent être partagés avec les gouvernements locaux des pays en voie de développement.
- Une fois que les décideurs génèrent les informations requises sur le secteur créatif local, il est primordial qu'ils se familiarisent également avec le contexte de ces secteurs, y compris les rapports avec leurs fournisseurs, les producteurs, les distributeurs et les consommateurs. La création d'une *analyse situationnelle* de la chaîne des valeurs permettrait d'évaluer à long terme leur efficacité dans ces secteurs.
- Pour analyser la valeur sociale et économique réelle, des paramètres devraient être fixés afin de mesurer le succès des centres culturels publics et privés (parfois créés grâce à l'investissement millionnaire), mais également le succès des microentreprises, des travailleurs indépendants et des organismes à but non lucratif.

Les décideurs et les responsables politiques et civiques devraient intégrer les arts et la culture aux plans locaux pour le développement.

B) APRÈS AVOIR IDENTIFIÉ LES PRINCIPAUX SECTEURS CRÉATIFS DE LEURS COMMUNAUTÉS, LES DÉCIDEURS ET LES RESPONSABLES POLITIQUES ET CIVIQUES DEVRAIENT INTÉGRER LES ARTS ET LA CULTURE AUX PLANS LOCAUX POUR LE DÉVELOPPEMENT. CELA PERMETTRAIT D'ADOPTER DES STRATÉGIES DE SOUTIEN ET DE RENFORCEMENT DE CES SECTEURS :

- En fonction des résultats de l'affectation des ressources, il faudrait sélectionner un secteur créatif particulièrement intéressant pour y investir, comme le patrimoine culturel, un festival de cinéma ou l'industrie cinématographique, un festival de musique ou la richesse gastronomique régionale.
- Renforcer les infrastructures et augmenter les efforts des organisations culturelles et artistiques à but non lucratif et de taille moyenne ou réduite à travers l'assistance technique, les programmes de durabilité et les initiatives de développement des compétences (ou capacitation).
- Étendre l'utilisation des connaissances concernant les technologies numériques et les institutions éducatives existantes comme une éducation supérieure publique orientée vers la formation professionnelle ou les initiatives de type artistique au cours de l'éducation primaire et secondaire. Établir des programmes permettant de partager les ressources entre les différents secteurs et offrant un environnement constructif afin de renforcer la main-d'œuvre locale créative de la région, encourager les innovations et le développement de produits, contribuer à l'esprit de création d'entreprise et stimuler le commerce.

- Comprendre l'importance des droits d'auteurs et de propriété intellectuelle. Il est de plus en plus évident que l'adoption de mesures contre les délits de vol de la propriété intellectuelle accélère les investissements urgemment requis par de nombreux pays pour pouvoir être compétitifs au sein de l'économie mondiale actuelle, avancer du point de vue technologique ; encourager les citoyens à créer, innover et multiplier leurs connaissances ; tirer profit des investissements étrangers directs et du transfert de technologie et préparer la main-d'œuvre en matière d'innovation à venir.¹⁰
- Les aides du secteur telles que les mesures d'encouragement à l'investissement et les avantages fiscaux sont des stratégies supplémentaires que les gouvernements locaux peuvent mettre en place pour soutenir les associés privés qui remplissent un rôle fondamental dans le soutien de l'économie culturelle locale à travers la création de postes de travail et la génération de revenus.
- Organiser une activité publique requerrant la participation de partenaires à but lucratif ou à but non lucratif, ou un événement qui mette en avant l'engagement et l'intérêt des responsables locaux envers le secteur créatif. On assistera ainsi à la mise en place d'un soutien solide de la part des entités locales, nationales et même internationales ce qui permettra non seulement de concrétiser les efforts menés dans le domaine de la culture et également de relever les défis présentés par la construction des infrastructures physiques et humaines répondant à un réel besoin.
- Encourager les partenariats entre le secteur public et le secteur privé et la collaboration au sein d'une ville ou d'une localité mais également entre différents villages.

Récemment, *Sister Cities International*, la seule organisation siégeant aux Etats-Unis et dédiée à la création de rapports à long terme entre villes nord-américaines et villes étrangères, a annoncé le lancement d'un programme d'importance majeure visant à soutenir les communautés urbaines africaines. Grâce à la mise en place de projets de jumelage et au financement de 7,5 millions de dollars américains par la Bill & Melinda Gates Foundation, différentes villes des Etats-Unis travailleront en collaboration avec une série de villes situées dans toute l'Afrique pour aider les gouvernements africains locaux et les communautés à acquérir les outils et les moyens nécessaires pour une planification et une gestion urbaine correctes.¹¹

Les collaborations entre secteurs et entre disciplines peuvent améliorer l'apprentissage mutuel et créer des opportunités pour soutenir les efforts réalisés dans le domaine de la culture ou même transformer les espaces abandonnés et défavorisés en centres créatifs afin d'obtenir des résultats économiques positifs. Aux Philippines par exemple, la société *RagstoRiches*¹² emploie des femmes qui vivent près de la décharge de Payatas et réutilisent ou comme on dit, "*recyclent*", des chutes de tissu venues des usines textiles ou de vêtements de la région. Grâce à la création de partenariats novateurs et à la participation des principaux designers du pays, Rags2Riches a non seulement permis d'offrir des postes de travail durables aux femmes de Payatas mais il a permis une prise de conscience autour du respect de l'environnement et la confection de produits écologiques s'adressant à des acheteurs sensibilisés à la portée sociale de cette action.

10 Gantchec, D. 2008, Assessing the Economic Contribution of Creative Industries, World Intellectual Property Organization, Geneva. Site web : http://www.wipo.int/edocs/mdocs/sme/en/wipo_smes_ge_08/wipo_smes_ge_08_topic03.ppt

11 Sister-Cities International 2009. Communiqué de presse.

12 RagstoRiches Website: <http://www.rags2riches.ph/>

En Argentine, *Odisea20*¹³ a été constitué sous la forme d'un projet culturel à Villa20/Lugano, le plus grand bidonville de Buenos Aires afin d'offrir une plateforme artistique à ses différents habitants à travers une galerie d'art, un théâtre cinématographique, une maison d'édition et un label musical associés à un club social et une société de production de films et de programmes télévisés. Fondatrice de *Odisea20*, Mar Roisi, une musicienne, cinéaste et créatrice d'espaces télévisés, a tout d'abord utilisé ce lieu comme studio de tournage puis elle a progressivement fait évoluer son idée avant d'en faire un espace de production de films et de programmes de télévision qu'elle a ensuite loué à des sociétés françaises, espagnoles, allemandes et hollandaises. La revitalisation de la zone a permis d'intégrer ses habitants appauvris à la société, de générer des revenus et de faire face au stigmate lié aux individus vivant dans les bidonvilles.

La transformation des espaces abandonnés en espaces créatifs permet de créer des opportunités d'emploi et de nouveaux commerces. C'était par exemple le cas de l'un des plus importants centres multidisciplinaires nord-américains où se sont déroulées des représentations dramatiques contemporaines, visuelles et médiatiques. Le *Massachusetts Museum of Contemporary Art* a été fondé dans une usine d'électronique du 19^e siècle après la fermeture de la société Sprague Electric Company en 1985. Le premier musée turc d'art contemporain (*Istanbul Modern*)¹⁴ se trouve dans un entrepôt aménagé. La première centrale thermique à charbon de l'Empire ottoman (Silahtaraga Elektrik Santrali) est aujourd'hui la *SantralIstanbul*¹⁵, avec une université, des musées d'art contemporain et de l'énergie offrant plusieurs services comme des programmes de résidence pour artistes internationaux, des projets éducatifs, des salles de concerts, un amphithéâtre à ciel ouvert, des cafés et des zones de sports. Tous ces services polyvalents à caractère culturel et artistique fournissent un emploi à des milliers de personnes chaque année et ont contribué au renouveau de zones relativement défavorisées et de l'économie locale.

C) IL NE FAUT PAS OUBLIER L'APPROCHE CULTURELLE EN MILIEU RURAL.

Lorsqu'on étudie le développement local, il ne faut pas uniquement se concentrer sur les villes. L'apparition d'une crise alimentaire mondiale a souligné le besoin de développer le secteur de l'agriculture de manière à ce que les besoins de la population rurale soient couverts et en même temps que s'équilibrent les déplacements de la population des zones rurales vers les zones urbaines. Il ne s'agit pas ici de souligner uniquement les politiques et les investissements requis pour construire des infrastructures agricoles et former les travailleurs à l'utilisation des nouvelles technologies afin d'accroître leurs récoltes mais également de promouvoir le composant culturel de l'agri-culture. Les villages ruraux comme les villes disposent de nombreuses ressources culturelles qui peuvent générer des moyens de subsistance divers. Si les gouvernements locaux réalisent la planification stratégique appropriée, les ressources rurales peuvent se convertir en des produits culturels permettant de faire connaître le village et de garantir des moyens de subsistance à tous ses habitants, fermiers, tisseurs, ébénistes ou artisans¹⁶. Le tourisme culturel et rural peut être encouragé à travers diverses initiatives, comme par exemple l'aménagement de bâtiments historiques ruraux en espaces artistiques, la promotion de la gastronomie, la création de produits commerciaux et écologiques, le développement d'initiatives éducatives renforçant l'équilibre urbain-rural et le dialogue interculturel, ou le soutien aux médias et le design locaux.

13 Norder, L. 2007, 'Art and Culture in a shantytown in Argentina' Power of Culture. Site web : <http://www.powerofculture.nl/uk/current/2007/february/odisea20.html>

14 Site web de Istanbul Modern : <http://www.istanbulmodern.org>

15 Site web de SantralIstanbul : <http://www.santralistanbul.org>

16 Burnham, L.F. 2006, "Growing Together: Artists and Farmers Meet in Lancashire", a-n magazine, Artists Information Company, Angleterre

Le gouvernement indien a récemment lancé le long *Endogenous Tourism Project*¹⁷ en collaboration avec les entités locales et le PNUD auquel participent différentes ONG, des communautés locales et des artisans et dont l'objectif est d'encourager la coopération entre le secteur privé et le secteur public de la communauté et de développer les infrastructures nécessaires pour faciliter le tourisme rural. Le PNUD a attribué 2,5 millions de dollars américains au projet. 31 villages pilotes participent actuellement au projet, dans tout le pays ; ils permettront de créer de nouvelles opportunités professionnelles, de rapprocher les populations rurales du monde extérieur, d'introduire sur le marché les produits des artisans ruraux et d'accélérer le processus de développement.

En Turquie, les initiatives du secteur privé encouragées à partir d'Istanbul mais conçues pour soutenir le potentiel rural local se multiplient également¹⁸. L'initiative Anadolu Kultur (AK), fondée grâce au soutien et à la participation d'individus et d'institutions de diverses disciplines culturelles, vise à encourager les pratiques artistiques participatives et plurielles, et en particulier le développement social, et à faciliter la compréhension mutuelle à travers le dialogue culturel¹⁹. Sa première délégation située au centre artistique de Diyarbakir a pour objectif de transformer ce lieu en un centre d'attrait artistique et culturel au niveau national et international à travers le développement d'activités réunissant des artistes nationaux et étrangers. L'un des meilleurs exemples de collaboration entre un gouvernement local et le secteur privé est celui de Kars, une ville située dans l'Est de la Turquie, limitrophe de l'Azerbaïdjan et proche de la Georgie et de l'Arménie. En 2004, AK a commencé sa collaboration avec la municipalité de Kars pour organiser le Caucasus Cultures Festival et soutenir les partenariats culturels dans la région. En février 2005, le centre artistique de Kars a été fondé en association avec la municipalité de Kars. S'agissant de l'unique espace polyvalent de la ville, le centre a accueilli différents événements réunissant les habitants de Kars afin de passer outre les préjugés et les conflits entre les différentes ethnies qui peuplent la région et d'encourager la participation des jeunes à la création artistique.²⁰

D) L'INCORPORATION DES ARTS ET DE LA CULTURE AUX STRATÉGIES TOURISTIQUES EST INDISPENSABLE LORSQUE LE PRINCIPAL OBJECTIF EST D'ATTEINDRE LE PROGRÈS ÉCONOMIQUE.

De nombreuses études ont indiqué que le tourisme culturel est un pilier fondamental de la croissance économique car, pour les communautés locales, il constitue un moyen diversifié et durable de créer des emplois et d'obtenir des revenus intéressants. Que ce soit du point de vue urbain ou rural, le patrimoine culturel est une valeur commune incontestable qui renforce les nations et encourage le développement socio-économique. Notre monde est un monde globalisé et interconnecté en grande partie à travers la technologie. Nos civilisations sont hybrides et, au même temps, la différenciation et l'individualisme, au sens de la recherche des identités locales uniques, sont de plus en plus visibles. Les avantages que peut offrir le tourisme culturel sont nombreux si un gouvernement responsable, en collaboration avec d'autres entités locales, se charge de le planifier, de le gérer et de le contrôler de manière appropriée. Il peut par exemple permettre de générer de nouvelles opportunités professionnelles, palier à la pauvreté, réduire l'immigration des jeunes et des autres membres de la communauté marginalisés au niveau professionnel, améliorer et conserver le patrimoine, permettre l'entrée de devises et les investissements nécessaires, revitaliser les industries traditionnelles de la construction et l'artisanat et renforcer l'estime de soi, les valeurs et l'identité des habitants locaux. Les gouvernements locaux peuvent attirer plus de visiteurs nationaux et étrangers et augmenter l'impact du tourisme dans l'économie grâce à diverses initiatives comme la création d'une marque distincte de la ville ou du village, l'organisation d'événements et d'activités culturelles, le développement de produits uniques, la commercialisation des offres artistiques et patrimoniales exclusives qui vont des objets jusqu'aux destinations touristiques.²¹ L'un des principaux rôles des gouvernements locaux est de mettre en place des stratégies de planification, de développement et de commercialisation de son tourisme culturel et de créer une marque les identifiant en collaboration avec les entreprises et les membres des secteurs correspondants.

17 Colors of India - Rural Tourism, 'It's A Niche That India Can Offer' Site web : http://www.colorsofindia.org/index2.php?option=com_content&do_pdf=1&id=21

18 EDAM et Deloitte Turkey, février 2009, 'A Competitiveness Index for Turkey'

19 Citizens without Boundaries, 2007 – 2008 A Documentation, entrevue avec Osman Kavala, p. 47-48 et Kultur ve Sanatta Farklı Bir Girişim Anadolu Kultur, 2002-2007

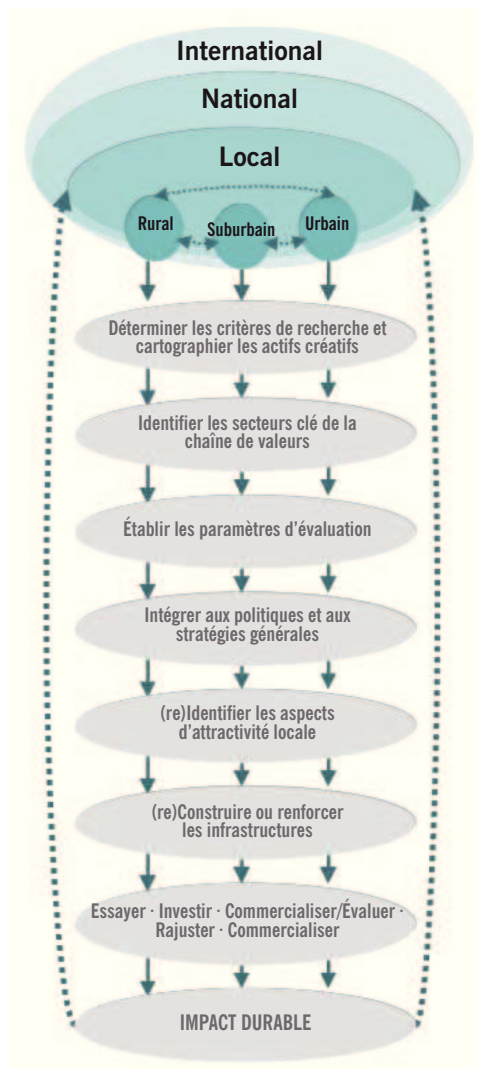
20 Turkey-Europe Arts Networking For Intercultural Dialogue, Anatolian Cities and Art par H. Fazıl Ercan Dialogue p.30-31

21 Meleisea, E. (UNESCO Bangkok Culture Unit) 2005. Cultural Tourism and Sustainable Development of Cultural Heritage. Site web : <http://cms.unescobkk.org/index.php?id=2752>

Conclusions : propositions

En raison de l'interdépendance du monde dans lequel nous vivons, il est impossible de trouver des solutions à la problématique du développement sans encourager la collaboration au sein même des différents secteurs concernés ou entre eux. Il existe des centaines d'entreprises sociales créatives dont les résultats sont excellents, des organisations à but lucratif ou à but non lucratif du monde entier qui peuvent être mieux soutenues par les gouvernements locaux pour multiplier les efforts et réduire la pauvreté.

Les programmes publics créatifs à caractère individuel sont nécessaires pour construire et renforcer la capacité humaine indispensable à tout plan de développement. Les programmes publics pour encourager des initiatives créatives communautaires sont également nécessaires si l'on souhaite poursuivre le développement durable. La culture est fondamentale pour le développement local urbain, rural ou à tout autre niveau intermédiaire, qu'il se manifeste à travers du patrimoine ou des arts. Même si les institutions des gouvernements locaux varient considérablement d'un pays à l'autre, leur rôle dans la diffusion des problèmes des habitants et dans la création d'opportunités à leur attention est souvent similaire. Indépendamment des limites concernant les fonctions et les ressources législatives, économiques et publiques et, contrairement aux gouvernements centraux, les gouvernements locaux peuvent exercer une influence décisive en particulier sur l'organisation des ressources et la création de synergies entre les secteurs public et privé de la région afin d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement.



Annexe 1

Données des pays en voie de développement								
État / ville	Population	Année	Nombre d'employés	Revenus	Contribution économique	Population	PIB	Pays
État de l'Arkansas (États-Unis)	2 834 797 (recensement de 2007)	Annuel	27 000	927 millions de dollars américains	Secteur créatif: occupe la troisième place en terme de nombre de postes de travail après le secteur des transports et de la logistique et celui des aliments et des denrées périssables	2 125 262	1,598 milliards de dollars américains	Lesotho
État de la Caroline du Nord (États-Unis)	9 061 032 (recensement de 2007)	2006	-	-	3,9 milliards de dollars américains	8 935 000	5,566 milliards de dollars américains	Bénin
État du Massachusetts (États-Unis)	6 449 755 (recensement de 2007)	Annuel	-	-	4,230 milliards de dollars américains	6 296 803	1,665 milliards de dollars américains	Sierra Leone
État de Maryland (États-Unis)	5 618 344 (recensement de 2007)	2005/06	13 101 postes de travail à temps complet en 2005 / 13 762 postes de travail à temps complet en 2006	En 2005, le secteur artistique a généré 35,1 millions en impôts locaux et d'État et 37,8 millions en 2006	En 2005 et 2006, 11,4 et 13,1 millions de personnes ont assisté à des événements liés à l'art, respectivement. Le public de ces événements a généré des bénéfices directs de 308 millions en biens et services en 2005 et de 335 millions en 2006. En 2005, les organisations artistiques ont généré 154 millions en biens et services. En 2006, les bénéfices se sont élevés à 165 millions. En tout, l'impact économique dérivé des dépenses du public et le secteur artistique ont été de 970 et 1,050 milliards de dollars américains en 2005 et 2006 respectivement.	5 073 000	1,316 milliards de dollars américains	Erythrée
Washington D.C. (États-Unis)	588 292 (recensement de 2007)	Annuel (rapport préliminaire de 2009)	-	-	5 milliards de dollars américains	520 000	2,415 milliards de dollars américains	Surinam
Ville de New York (États-Unis)	8 107 000	2002	309 142	-	-	8 629 900	31,24 milliards de dollars américains	Azerbaïdjan
Tucson (Arizona, États-Unis)	507 362	Entre 1999 et 2000	Les organisations artistiques à but non lucratif ont offert 1 747 emplois	Total des revenus : 40,7 millions de dollars américains	-	513 000	S/O	Sahara occidental
Région de Dallas (Texas, États-Unis)	1,3 millions (recensement de 2007)	Annuel	-	-	22 milliards de dollars américains dans l'économie locale, ce qui représente environ 35% du total de l'État	1 185 000	2,89 milliards de dollars américains	Swaziland
Ville de Londres (Royaume-Uni)	7 371 000	2002	525 000	-	-	7 466 000	12,279 milliards de dollars américains	Honduras
Ville de Montréal (Canada)	2 371 000	2003	98 000	-	-	2 671 000	3,894 milliards de dollars américains	Mongolie
Ville de Paris (France)	11 130 000	2003	113 000	-	-	11 477 447	11,411 milliards de dollars américains	Zambie

Tableau 1, Source(s) : Maryland State Arts Council : Economic Impact of the Arts in Maryland, 2006 Report ; John C. Gordon et Helen Beilby-Orrin, International Measurement of the Economic and Social Importance of Culture, Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), 2007 ; et "Arts and the Economy : Using Arts and Culture to Stimulate Economic Development", National Governor's Report 2008 ; 'Arts and Economic Prosperity: The Economic Impact of Nonprofit Arts Organizations and Their Audiences (2002) ; Pavlakovich-Kochi, Vera and Charney, Alberta H. " Arts in Tucson's Economy : An Economic and Tax Revenue Impact Study of Major Arts Organizations in Metropolitan Tucson, May 2001, The University of Arizona, Office of Economic Development ; The Perryman Group, "The Catalyst for Creativity and the Incubator for Progress : The Arts, Culture and the Texas Economy, 20001; "Creative New York' by Center for an Urban Future (2005) 2007 GDP List by the International Monetary Fund

Notes biographiques

Inge Ruigrok

Inge est experte en gouvernance, culture et développement, et travaille actuellement comme consultant indépendant. Elle possède un Master en Sciences Politiques et a terminé récemment sa thèse doctorale sur la reconstruction politique de la gouvernance locale en Angola. La plupart de sa carrière professionnelle s'est déroulée dans le journalisme, concrètement en Afrique du Sud, où il a résidé dans les années quatre-vingt-dix. Elle a participé à divers projets éditoriaux et est l'auteur, entre autres, d'un livre sur le Mozambique ; elle a aussi été chef de rédaction et experte en politiques de The Power of Culture.

Amareswar Galla

Le professeur et docteur Amareswar Galla s'est formé aussi bien au sud qu'au nord de l'Inde, y compris dans la prestigieuse Université Jawaharlal Nehru de New Delhi. Il est l'un des principaux experts mondiaux en planification intégrée des territoires locaux, développement durable et patrimoine, et éradication de la pauvreté par la culture. Il a travaillé pendant de longues périodes au Vietnam, en Afrique du Sud, dans le Pacifique, en Europe, en Asie et en Australie. Il est responsable de diverses plateformes internationales sur la connaissance : patrimoine immatériel www.ijih.org; www.onmuseums.com; www.onsustainability.com et www.on-climate.com. Il est le premier professeur d'Études Muséales d'Australie, à l'Université de Queensland, et directeur fondateur de l'Observatoire Asie-Pacifique pour la Diversité Culturelle dans le Développement Humain (Pacific Asia Observatory for Cultural Diversity in Human Development) : www.pacificasiaobservatory.org.

José Antonio González Mancebo

Il a obtenu sa Licence en Droit à l'Université du Léon (Espagne) et est fonctionnaire (candidat libre au concours) du Corps Technique de l'Administration de la Sécurité Sociale (1986). Entre 1986 et 1996, il a occupé plusieurs postes dans l'administration espagnole. À partir de 1996, il s'associe à la Coopération Internationale pour le Développement en tant que Coordinateur Général de la Coopération espagnole au Guatemala, poste qu'il assumera également par la suite en Colombie en 1999 et 2000, en participant activement aux processus de Paix et Développement dans les deux pays. De 2001 à 2004, il dirige au Honduras les travaux de l'organisation non gouvernementale Solidaridad Internacional. À la mi-2004, il a été nommé Directeur de l'Agence de Planification et d'Évaluation de la Coopération Espagnole (OPE), puis Sous-directeur Général de Planification et Évaluation de Politiques de Développement. Il a coordonné depuis ces fonctions l'élaboration du Plan Directeur de la Coopération espagnole 2004-2008 et les Plans Annuels de Coopération Internationale. Depuis la mi-2007, il travaille à New York, au siège du Programme des Nations Unies pour le Développement, (PNUD), en tant que conseiller senior au sein du Secrétariat du Fonds pour la Réussite des Objectifs du Millénaire Espagne-Nations Unies.

Nil Sismanyazici-Navaie

Nil est experte en stratégie de communications, fondatrice de Arts for Global Development, Inc., conseillère en projets de développement artistiques internationaux et créatrice/chef de rédaction de la revue électronique de renommée internationale art'ishake®. Nil a réalisé de nombreuses présentations et dirigé des ateliers ; elle a été commissaire d'expositions et publié des articles et des conférences principalement sur le thème de l'art et son implication dans la sphère sociale. Par le biais d'une recherche et d'une analyse culturellement sensibles, elle développe des solutions de communications ainsi que des stratégies créatives et de bonne gouvernance pour les collectivités locales et les organismes internationaux. Nil a étudié les Beaux Arts à l'Académie des Beaux Arts Mimar Sinan en Turquie. Elle a obtenu sa Licence en Relations Internationales et Économie à l'Université de Maryland et étudié un Master en Gestion du Développement à la London School of Economics ; elle a par ailleurs suivi un programme intensif de Marketing Social à la McDonough School of Business de l'Université de Georgetown.

**United Cities and Local Governments
Cités et Gouvernements Locaux Unis
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos**

carrer Avinyó, 15
E-08002 Barcelone
Espagne

Tel: +34 93 342 87 50
Fax: +34 93 342 87 60
info@cities-localgovernments.org

**Ajuntament de Barcelona -
Institut de Cultura**

Palau de la Virreina - la Rambla 99
E-08002 Barcelone
Espagne

Tel: +34 933 161 000
Fax: +34 933 161 020
agenda21cultura@bcn.cat

www.agenda21culture.net

Avec le soutien de



**United Cities and Local Governments
Cités et Gouvernements Locaux Unis
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos**



**Ajuntament de Barcelona
Institut de Cultura**